

Loi électorale

- Choisir - اختار - Choose
- [Français](#)
- [العربية](#)
- [English](#)

Loi électorale

Traduction non officielle

DECRET-LOI N° 2011-35 du 10 MAI 2011 RELATIF À L'ÉLECTION D'UNE ASSEMBLÉE NATIONALE CONSTITUANTE

PREAMBULE

Article 1er: les membres de l'assemblée nationale constituante sont élus au suffrage universel, libre, direct et secret, selon les principes de démocratie, d'égalité, du pluralisme, de l'honnêteté et de la transparence. l'instance supérieure indépendante pour les élections créée par le décret-loi N° 27 du 18 avril 2011, ci-dessus mentionné, prépare, supervise et contrôle le processus électoral.

Chapitre I: l'électeur

SECTION 1: CONDITIONS REQUISES POUR ÊTRE ÉLECTEUR

Article 2: ont le droit de voter tous les tunisiens et tunisiennes âgés de 18 ans accomplis le jour précédant les élections, possédant la nationalité tunisienne, jouissant de leurs droits civils et politiques et n'étant dans aucun cas d'incapacité mentionnés dans le présent décret-loi.

Article 3: L'électeur exerce le droit de vote à l'aide de la carte d'identité nationale. L'Instance supérieure indépendante pour les élections détermine les procédures d'inscription pour l'exercice du droit de vote et se charge d'en informer le public.

Article 4: N'ont pas le droit de voter:

les militaires, les civils accomplissant le service national, les personnels des forces de sécurité intérieure tels que définis dans l'article 4 de la loi N° 70-1982 du 6 août 1982, relative au statut général des forces de sécurité intérieure.

Article 5: Il est interdit aux personnes suivantes de voter:

- les personnes condamnées pour crime ou pour délit infamant puni par une peine d'emprisonnement ferme de plus de 6 mois et qui n'ont pas été réhabilités;
- les interdits;
- les personnes dont les biens ont été confisqués après le 14 janvier 2011.

Section 2: liste des électeurs

Article 6: Une liste d'électeurs est établie dans chaque municipalité et dans chaque Délégation pour les zones non érigées en municipalité, sous le contrôle de l'Instance supérieure indépendante pour les élections (ISIE), et ce à partir de la base de données nationale des cartes d'identité nationale. Les électeurs sont répartis sur la base de leur adresse de résidence déclarée dans leur demande d'inscription volontaire sur la liste électorale selon des procédures fixées par l'ISIE.

Les missions diplomatiques ou les services consulaires tunisiens à l'étranger établissent et révisent les listes

des électeurs tunisiens résidant à l'étranger et enregistrés auprès desdits services ou missions, et ce conformément aux conditions et procédures prévues dans le présent texte et sous le contrôle de l'Instance supérieure indépendante pour les élections.

Article 7: La liste d'électeurs est déposée au siège du démembrement de l'Instance supérieure indépendante pour les élections, et au siège des communes ou des délégations, ou aux bureaux des chefs de secteur et aux sièges/locaux des missions diplomatiques ou consulaires tunisiennes à l'étranger. Chaque électeur a le droit de consulter ladite liste au moins 30 jours avant le scrutin.

Les listes d'électeurs sont publiées sur le site web de l'Instance supérieure indépendante pour les élections.

Article 8: Le chef du démembrement de l'ISIE et les Président de la commune ou le Chef de délégation, les chefs de secteurs et le chef de la mission diplomatique ou consulaire tunisienne affichent la liste d'électeurs. La liste d'électeurs mise à jour doit mentionner les électeurs qui ont été inscrits et ceux qui ont été rayés. L'ISIE annonce, par des moyens d'information écrite et audiovisuelle, l'échéance et l'expiration du délai d'affichage et de recours conformément aux dispositions du présent décret-loi.

Article 9: Peuvent être inscrits sur les listes d'électeurs après la convocation aux élections:

- les militaires et les agents des forces de sécurité intérieure en cas de la perte de leur qualité après l'expiration des délais d'inscription,
- les personnes qui atteignent l'âge légal requis après l'expiration des délais d'inscription,
- les personnes dont l'interdiction a été levée après l'expiration des délais d'inscription
- les personnes bénéficiaires d'un jugement définitif ordonnant leur inscription sur les listes d'électeurs,
- les tunisiens résidant à l'étranger se trouvant sur le territoire national pendant la période des élections.

L'inscription n'est faite que si la personne concernée présente une demande écrite au démembrement de l'ISIE accompagnée des pièces justificatives nécessaires au moins 10 jours avant le jour du vote. Un formulaire destiné à cet effet sera rempli et copie en sera délivrée à l'intéressé après vérification de son identité. La commune ou la délégation informe l'ISIE de ladite demande d'inscription.

Article 10: les démembrements de l'instance pour les élections rayent des listes d'électeurs:

- Le nom de l'électeur décédé et dès enregistrement du décès.
- Les noms des civils pendant l'accomplissement de leur service national.
- Les noms des personnes dont l'incapacité de voter a été constatée.
- La radiation est opérée sur demande écrite de l'électeur désirant s'inscrire sur une liste autre que celle sur laquelle il est inscrit, à condition qu'il établisse la preuve de sa demande d'inscription sur une autre liste.

Article 11: Les frais de l'établissement des listes d'électeurs et de la publicité de leur révision sont à la charge de l'ISIE.

Section 3: Contentieux de l'inscription sur les listes d'électeurs

Article 12: Les litiges relatifs aux listes d'électeurs sont soumis au démembrement de l'ISIE territorialement compétent, qui statue dans lesdits litiges dans un délai maximum de 8 jours à partir de la date de présentation de la demande d'opposition à l'instance.

Le démembrement de l'ISIE rattaché au centre diplomatique statue dans les recours relatifs à l'établissement des listes d'électeurs de son ressort.

Article 13: L'établissement des listes d'électeurs peut faire l'objet d'une opposition devant le démembrement de l'ISIE faite par un écrit recommandé avec accusé de réception dans un délai de 7 jours à compter de l'affichage des listes.

L'opposition doit contenir soit la demande d'inscription d'un nom soit la demande de sa radiation.

La date de dépôt de l'écrit recommandé vaut date de présentation de l'opposition.

Article 14: Les parties concernées et les autorités administratives peuvent formuler un recours en appel contre les décisions du démembrement de l'instance devant le tribunal de 1ère instance territorialement compétent, lequel statuera en collège de trois juges.

Le recours doit être formulé dans un délai de 5 jours de la notification aux personnes concernées de ladite décision.

Le tribunal de 1ère instance statue dans l'appel conformément aux procédures mentionnées dans les articles 43, 46, 47, 48 (dernier paragraphe), 49 et 50 du Code de procédure civile et commerciale. Le Tribunal peut ordonner que l'affaire soit plaidée immédiatement sans autre procédure.

Le tribunal de 1ère instance doit statuer dans le procès dans 5 jours au plus tard de la date de sa saisine. La décision du tribunal de 1ère instance est irrévocable.

La décision du démembrement de l'ISIE rattaché à un centre diplomatique peut faire l'objet d'un recours devant l'instance centrale de l'ISIE selon des procédures fixées par cette dernière.

Tous les actes et arrêts en matière d'élection de l'ANC sont dispensés de l'enregistrement et du timbre fiscal.

CHAPITRE II: CANDIDATURE

Section 1: conditions d'éligibilité

Article 15: Peut être candidat à l'ANC celui qui remplit les conditions suivantes:

- Avoir la qualité d'électeur.
- Être âgé au moins de 23 ans révolus le jour de dépôt de sa candidature.

Ne peut être candidat:

- toute personne ayant assumé une responsabilité au sein du gouvernement à l'époque de l'ancien président à l'exception des membres du gouvernement qui n'ont pas appartenu au RCD et toute personne ayant assumé une responsabilité au sein des structures du RCD à l'époque de l'ancien président. Lesdites responsabilités seront déterminées par décret sur proposition de l'instance supérieure pour la réalisation des objectifs de la révolution, de réforme politique et de transition démocratique.
- toute personne ayant appelé l'ancien président de la République à être candidat pour un nouveau mandat présidentiel en 2014. Une liste à cet effet sera établie par l'instance supérieure pour la réalisation des objectifs de la révolution, de réforme politique et de transition démocratique.

Article 16: Les candidatures sont présentées sur la base du principe de la parité entre femmes et hommes en classant les candidats dans les listes de façon alternée entre femme et homme.

La liste qui ne respecte pas ce principe n'est pas acceptée, sauf dans le cas d'un nombre impair de sièges réservés à certaines circonscriptions.

Article 17: Les personnes ci-dessous mentionnées ne peuvent être candidats à l'ANC sauf après leur démission des fonctions dont ils ont été chargés ou leur mise en situation de non-exercice..

- Les chefs des missions et des centres diplomatiques et consulaires.
- les gouverneurs.
- Les magistrats.

- Les premiers délégués, les secrétaires généraux des gouvernorats, les délégués et les chefs de secteurs.

Ils ne peuvent pas être candidat dans une circonscription électorale dans laquelle ils ont exercé leurs fonctions.

Article 18: Il est interdit d'être membre de l'ANC et d'exercer des fonctions attribuées par un État étranger ou par une organisation internationale en contrepartie de rémunérations provenant des finances dudit État ou de ladite organisation.

Article 19: Il est interdit d'être membre de l'ANC et d'exercer des fonctions publiques non électives en contrepartie de rémunérations de l'État, des collectivités locales, des établissements publics, des entreprises publiques ou des sociétés à participations publiques directes ou indirectes.

Il est interdit d'être membre de l'ANC et d'exercer des fonctions de direction dans les établissements publics, dans les entreprises publiques ou dans les sociétés à participations publiques directes ou indirectes.

Article 20: Il est interdit à tout membre de l'ANC d'accepter durant son mandat un poste dans l'un des établissements, des entreprises publiques ou des sociétés mentionnées dans l'article 19 du présent décret-loi.

Article 21: Il est interdit de nommer un membre de l'ANC afin de représenter l'Etat ou les collectivités locales dans les structures des entreprises publiques ou des sociétés mentionnées dans l'article 19 du présent décret-loi.

Article 22: Il est interdit à tout membre de l'ANC de mentionner son nom suivi de cette qualité ou d'utiliser ladite qualité dans toute publicité relative à des projets financiers, industriels, commerciaux ou professionnels. L'ANC peut prendre toutes les mesures qu'elle estime nécessaire en cas d'infraction aux dispositions du présent article.

Article 23: Tout membre de l'ANC qui était lors de son élection dans un des cas d'incompatibilité mentionnés dans les articles 18 et 19 du présent décret-loi, est considéré obligatoirement dispensé/révoqué de ses fonctions après la proclamation définitive des résultats des élections.

Celui qui exerçait une fonction publique est mis en situation spéciale de non exercice. Cette disposition ne s'applique pas aux agents contractuels.

Tout membre de l'ANC qui a été chargé durant son mandat d'une responsabilité ou d'une fonction mentionnées dans les articles 17 à 21 du présent décret-loi ou qui accepte durant son mandat une responsabilité qu'il ne peut cumuler avec sa qualité de membre, sera révoqué d'office, sauf s'il démissionne volontairement.

L'ANC prononcera la démission ou la révocation d'office.

En cas de vacance d'un siège au sein de l'ANC, le membre sera remplacé par le candidat suivant dans le classement de la même liste.

Section 2: Présentation des candidatures

Article 24: Les candidats d'une liste dans une circonscription électorale présentent une déclaration signée par tous les candidats mentionnant:

- la dénomination de la liste des candidats.
- L'indication des listes d'électeurs dans lesquelles sont inscrits les candidats.

Une copie de la carte d'identité nationale de chaque candidat est jointe à la déclaration.

Article 25: Les listes des candidats sont présentées au démembrement de l'ISIE territorialement compétent, rédigées en deux exemplaires sur papier ordinaire, et ce, 45 jours avant le jour du vote. Cette opération est consignée dans un registre spécial visé [visé, estampillé] et numéroté sur lequel est inscrit le nom de la liste, ainsi que la date et l'heure de dépôt de la liste.

Un exemplaire est conservé par le démembrement de l'ISIE contre la remise obligatoire d'un récépissé provisoire au déclarant. Le récépissé définitif est délivré dans les 4 jours suivants le dépôt de la déclaration si la liste présentée est conforme au présent décret-loi. La non délivrance d'un récépissé définitif dans le délai mentionné, équivaut à un rejet implicite de l'inscription de la liste.

Article 26: Une même dénomination ne peut être attribuée à plusieurs listes. Plusieurs listes ne peuvent appartenir à un même parti dans une même circonscription électorale.

Le nombre des candidats dans chaque liste doit être égal au nombre des sièges attribués à la circonscription électorale.

Article 27: Il est interdit d'être candidat dans plus d'une liste et dans plus d'une circonscription électorale.

Article 28: Le retrait des candidatures ne peut être effectué que dans un délai maximum de 48 heures avant le jour du scrutin. La notification de retrait est enregistrée selon les mêmes procédures que la déclaration des candidatures. La tête de liste, ou le cas échéant l'un de ses membres, est immédiatement avisée de tout retrait sur la liste. Le candidat qui s'est retiré peut être remplacé par un autre candidat dans un délai ne dépassant pas 24 heures à compter de la notification du retrait à la tête de liste conformément aux dispositions de l'article 16 du présent décret-loi.

Article 29: la décision de rejet d'inscription d'une liste peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal de 1ère instance territorialement compétent. Le recours doit être intenté dans un délai ne dépassant pas 4 jours de la date de rejet. Le tribunal statue sur le recours dans un délai de 5 jours de la date de sa saisine, conformément aux procédures mentionnées dans l'article 14 du présent décret-loi.

Les décisions du tribunal peuvent faire l'objet d'un recours en appel devant les chambres d'appel du tribunal administratif, et ce dans un délai de 48 heures. Le tribunal administratif doit statuer sur l'appel dans un délai de 4 jours de la date de présentation du recours et conformément à des procédures simplifiées. Les décisions du tribunal administratif en cette matière sont irrévocables.

CHAPITRE III: LE SCRUTIN

Article 30: les électeurs sont convoqués par décret. Le décret est publié au moins deux mois avant le jour du vote.

La durée du scrutin est un jour. Le jour du scrutin est un Dimanche.

Section 1: Mode de scrutin

Article 31: le nombre des membres de l'ANC et le nombre des sièges attribués à chaque circonscription électorale sont déterminés sur la base d'un député pour 60.000 habitants en tenant compte des dispositions de l'article 33 du présent décret-loi. Un siège supplémentaire est attribué à la circonscription dans laquelle, après avoir déterminé le nombre des sièges, il y a un reliquat de plus de 30.000 habitants. L'ANC est composée de membres représentant les tunisiens à l'étranger. La règle de leur représentation sera fixée par décret.

Article 32: Le scrutin a lieu sur les listes en un seul tour. Les sièges sont répartis au niveau de chaque circonscription sur la base de la représentation proportionnelle au plus fort reste.

Article 33: Le vote a lieu par circonscription. Chaque gouvernorat constitue une ou plusieurs circonscriptions. Toutefois, le nombre des sièges attribués à chaque circonscription ne peut être supérieur à 10.

2 sièges supplémentaires sont attribués aux gouvernorats dont le nombre d'habitants est inférieur à 270.000. Un siège supplémentaire est attribué aux gouvernorats dont le nombre d'habitants varie entre 270.000 et

500.000.

Au sein d'une même circonscription électorale, chaque liste veille à/essaie d'avoir des candidats provenant de délégations différentes. Au moins un candidat de chaque liste doit être âgé de moins de 30 ans.

Les circonscriptions sont délimitées par décret sur proposition de l'ISIE et après avis de l'Instance supérieure pour la réalisation des objectifs de la révolution, de réforme politique et de transition démocratique.

Article 34: L'électeur choisit une liste sans rayer les candidats ou changer leur classement.

Article 35: S'il n'y a qu'une seule liste en compétition, elle est déclarée victorieuse, quel que soit le nombre de suffrages qu'elle a recueillis.

Article 36: Si plus d'une liste sont en compétition au sein d'une circonscription, les sièges sont répartis en 1ère étape sur la base du quotient électoral.

Ledit quotient électoral est déterminé en divisant le nombre de suffrages exprimés par le nombre de sièges attribués à la circonscription.

Le nombre des sièges attribués à la liste est déterminé en fonction du nombre de fois qu'elle obtient le quotient électoral.

Les sièges sont attribués aux listes en tenant compte du classement [des candidats] mentionné lors du dépôt des candidatures.

Si des sièges n'ont pas été répartis sur la base du quotient électoral, ils le seront dans une seconde phase sur la base du plus fort reste au niveau de la circonscription. En cas d'égalité des restes de deux ou de plusieurs listes, le candidat le moins âgé est privilégié.

Section 2: la campagne électorale

Article 37: La campagne électorale est régie par les principes fondamentaux suivants:

- Neutralité de l'Administration, des lieux de culte et des moyens d'information nationale.
- Transparence de la campagne électorale au niveau des sources de financement et des procédés d'utilisation des fonds y affectés.
- Egalité entre tous les candidats.
- Respect de l'intégrité physique et de l'honneur des candidats et des électeurs.

Article 38: La campagne électorale est interdite:

- dans les lieux de culte,
- dans les lieux de travail;
- dans les établissements scolaires et universitaires.

Est interdite toute propagande appelant à la haine, à l'extrémisme et à la discrimination religieuse, catégorielle [communautaire], régionale ou clanique durant la campagne électorale.

Article 39: Il est interdit à tout agent de l'autorité publique de distribuer les programmes des candidats, leurs tracts ou leurs bulletins de vote. Il est interdit d'utiliser les moyens et les ressources publics dans la campagne électorale de l'un des candidats ou des listes candidates.

Article 40: Les réunions publiques électorales sont libres. Toutefois, le démembrement de l'ISIE devra être informé, par écrit, au moins 24 heures avant la réunion. La notification doit mentionner les noms des membres du bureau.

Article 41: Chaque réunion doit avoir un bureau de 2 personnes au moins choisies par la liste candidate. Ce bureau est chargé de maintenir l'ordre et de veiller au bon déroulement de la réunion. Le Bureau peut dissoudre la réunion s'il l'estime nécessaire. Le Bureau peut se faire assister, le cas échéant, par la force

publique.

Article 42: Aucune affiche électorale d'une liste de candidats ne peut contenir le drapeau de la République Tunisienne ou sa devise.

Article 43: La propagande électorale est prohibée à compter de l'expiration de la campagne électorale conformément à l'article 51 du présent décret-loi.

Article 44: Les candidates et les candidats sont autorisés dans le cadre de leurs campagnes électorales à utiliser exclusivement les moyens d'information nationale.

L'ISIE est chargée d'organiser l'utilisation des moyens d'information sur la base des principes mentionnés à l'article premier du présent décret-loi. Elle prendra à cet effet toutes les mesures nécessaires.

Article 45: L'ISIE veille à la suppression de tous les obstacles qui sont contraires au principe de la liberté d'accès aux moyens d'information, sur la base de la non-discrimination entre toutes les listes candidates et sur la base de critères précis relatifs au respect de la vie privée, de la dignité humaine, des droits des tiers, et de l'ordre public.

L'ISIE détermine les critères techniques et les règles spécifiques des programmes relatifs aux campagnes électorales, qui doivent être respectés par les entreprises d'information et de communication dans les secteurs public et privé.

Article 46: L'ISIE détermine les règles et les procédures de la campagne électorale, y compris la durée des émissions, des programmes et des espaces réservés aux diverses listes candidates, leur répartition et leurs horaires dans les différents moyens d'information, en consultation avec les différentes parties concernées, sur la base du respect des principes de pluralisme, de transparence, de égalité et d'égalité des chances.

Article 47: L'ISIE contrôle le respect desdites règles et reçoit les recours relatifs à leur violation. L'ISIE prend, le cas échéant, les procédures et les mesures nécessaires pour mettre fin immédiatement à tous les dépassements avant la fin de la campagne électorale. Les décisions prises par l'ISIE en cette matière peuvent faire l'objet d'un recours devant les chambres d'appel du tribunal administratif qui doivent statuer selon des procédures simplifiées, dans un délai de 10 jours de la date de présentation dudit recours.

Les décisions des chambres d'appel sont irrévocables.

Article 48: L'ISIE est chargée de procéder au contrôle, de sa propre initiative ou sur la base d'un recours. L'Instance peut faire toutes les enquêtes et les investigations, dans le cadre du respect des droits de la défense et sans que lui soit opposable le secret professionnel. Elle peut, le cas échéant, se faire assister par les agents de la police judiciaire mentionnés dans l'article 10 du Code de procédure pénale.

Les propriétaires des entreprises d'information, les hébergeurs et les opérateurs des réseaux de communication doivent remettre à l'Instance les documents et les données indispensables à la réalisation des enquêtes et des investigations nécessaires.

Article 49: Dans le cadre de ses missions, l'ISIE se fait assister par des superviseurs, choisis sur la base de la neutralité, de l'indépendance et de la compétence, chargés de contrôler les documents et de constater les diverses infractions, et ce en coordination avec l'Instance nationale de réforme de l'information et de la communication, et du Syndicat national des journalistes Tunisiens. Lesdits superviseurs seront, le cas échéant, formés afin de garantir le bon accomplissement de leurs missions.

Les superviseurs chargés par l'Instance informent cette dernière et lui transmettent immédiatement tous les documents et enregistrements apportant la preuve des dépassements.

Article 50: les communes, les délégations et les secteurs doivent, durant la campagne électorale et sous le contrôle de l'ISIE, mettre à disposition de chaque liste des endroits et des espaces égaux pour l'affichage des annonces électorales de chaque liste.

L'ordre des endroits réservés aux affiches est déterminé sur la base d'un tirage au sort.

Est interdit l'affichage relatif aux élections en dehors des endroits et espaces prévus pour les listes.

Le démembrement de l'ISIE veille au respect desdites dispositions. Elle peut ordonner à l'autorité administrative d'enlever tout affichage contraire aux dispositions précédentes.

Article 51: La campagne électorale débute 22 jours avant le jour du vote. Elle expire dans tous les cas 24 heures avant le jour du vote.

Article 52: Chaque parti ou chaque liste doit ouvrir un compte bancaire unique, spécial pour la campagne électorale, soumis au contrôle de la Cour des comptes. Le rapport de la Cour des comptes relatif au financement de la campagne électorale sera publié dans le JORT.

La campagne électorale ne peut être financée par des sources étrangères de quelque nature qu'elles soient. Le financement des campagnes électorales par des privés est interdit.

Article 53: Une indemnité à titre d'aide publique au financement de la campagne électorale est attribuée à toute liste, et ce sur la base d'un montant pour chaque 1,000 électeurs au niveau de la circonscription électorale. 50% de l'aide est répartie à égalité entre toutes les listes candidates, et ce avant le début de la campagne électorale. Les 50% restant sont distribués en cours de campagne électorale. Toute liste n'ayant pas obtenu au moins 3% des suffrages exprimés au niveau de la circonscription électorale doit restituer/rembourser la moitié de l'indemnité.

Le plafond de dépenses électorales et les procédures de décaissement des aides publiques sont fixés par décret.

Section 3: Bureaux de vote

Article 54: L'ISIE fixe la liste et lieux des bureaux de vote pour chaque commune ou secteur. Les listes et lieux seront annoncés aux électeurs par voie d'affichage aux centres des gouvernorats, des délégations, des bureaux des chefs de secteurs et des communes, et ce, 7 jours au moins avant le jour du vote.

Le nombre des électeurs par bureau de vote ne peut être inférieur à 800 pour les communes dont le nombre des électeurs est supérieur ou égal à 7.000.

Le bureau de vote ne peut être installé dans des locaux appartenant à un parti politique, à une association ou à une ONG.

L'ISIE nomme parmi les électeurs un président pour chaque bureau de vote et 2 membres au moins pour l'assister. Les membres du bureau de vote ne peuvent être des candidats.

Article 55: Doivent être présents au moins deux membres du bureau de vote pendant toute la durée du scrutin.

Chaque candidat a le droit d'être présent en permanence dans le bureau de vote pendant toute la durée du scrutin et il peut désigner un délégué ou un suppléant afin de contrôler l'élection.

Il est interdit aux membres du bureau de vote de porter des signes indiquant leur appartenance politique. Cette interdiction s'applique aussi aux délégués des candidats et à leurs suppléants. Le président du bureau veille au respect de ladite interdiction.

L'ISIE peut agréer la désignation d'observateurs et de contrôleurs pour superviser le déroulement des élections.

Les noms des délégués, de leurs suppléants et des observateurs sont notifiés par écrit à l'ISIE au moins 3 jours avant le jour du vote, et ce contre récépissé délivré par ladite ISIE.

Les délégués et leurs suppléants sont désignés parmi les électeurs inscrits dans les listes d'électeurs.

Les délégués ou leurs suppléants peuvent consigner leurs observations sur le déroulement de l'opération électorale dans un mémoire annexé obligatoirement au PV des opérations de vote. Ledit PV mentionne les éventuels mémoires, les durées de présence des délégués ou de leurs suppléants dans le bureau de vote et leur départ.

Article 56: Chaque président d'un bureau de vote, après la fin du scrutin, doit établir une liste des électeurs qui ont voté.

Les membres du bureau statuent dans tout litige ayant lieu durant l'opération électorale. Lesdits litiges sont

consignés dans le PV.

Article 57: Le président du bureau de vote est chargé de maintenir l'ordre à l'intérieur du bureau. Il peut, le cas échéant, suspendre les opérations de vote. le président du bureau peut, le cas échéant, se faire assister par la force publique, à son initiative ou à la demande des délégués des candidats, de leurs suppléants ou des observateurs.

Le président peut ordonner l'expulsion de la salle de tout électeur qui perturbe sciemment le scrutin.

L'électeur doit quitter le bureau de vote immédiatement après avoir voté. Sont prohibées toutes sortes de discussions et délibérations à l'intérieur du bureau.

Aucun électeur ne peut pénétrer à l'intérieur du bureau en cas de port de tout type d'arme.

Article 58: Les élections de l'ANC se font au moyen de bulletins de vote uniques imprimés par l'ISIE.

Les bulletins de vote sont posés sur une table installée dans chaque bureau de vote.

Chaque liste candidate doit choisir un symbole le jour de dépôt de sa candidature parmi les symboles que lui présente l'ISIE.

Le choix des symboles s'effectue selon l'ordre des dépôts des candidatures, et ce contre récépissé.

En ce qui concerne les partis, le symbole est unique dans toutes les circonscriptions.

Article 59: Une urne doit être placée dans chaque bureau de vote.

L'urne doit avoir une seule ouverture pour y mettre le bulletin de vote.

À l'heure fixée pour le début du scrutin, le président du bureau de vote, en présence de tous les membres du bureau et des délégués des candidats ou de leurs suppléants et des observateurs qui sont présents, ouvre l'urne et s'assure qu'elle est vide. Le président ferme ensuite l'urne avec deux serrures ou deux cadenas. Une des 2 clés des serrures ou des cadenas reste avec le Président et l'autre avec le membre du bureau le plus âgé.

Article 60: L'électeur doit présenter sa carte d'identité nationale à son entrée au bureau de vote. Il sera procédé à la vérification de son prénom, de son nom, de son adresse, du numéro de sa carte d'identité nationale et de la date de sa délivrance.

L'électeur prend tout seul le bulletin de vote et sans quitter la salle de vote, entre obligatoirement dans un isolement pour voter en mettant le signe (X) devant la liste qu'il choisit.

Par la suite, l'électeur retourne au bureau de vote et met lui-même le bulletin de vote dans l'urne, et ce après que le Président a vérifié que l'électeur n'avait en sa possession qu'un seul bulletin de vote.

Après le vote, l'électeur signe dans la liste d'électeurs devant ses nom et prénom.

Tout électeur entré dans la salle avant l'heure fixée pour la fin du scrutin a le droit de voter.

Article 61: Tout électeur qui ne sait ni lire ni écrire ou atteint d'une incapacité manifeste l'empêchant de voter par ses propres moyens conformément aux procédures énoncées dans l'article 60 du présent décret-loi, est autorisé de se faire assister par un électeur non candidat qu'il choisit lui-même. Il est interdit pour un électeur d'aider plus d'une personne. Le vote par procuration est interdit.

Le nombre des bulletins supplémentaires ne doit pas dépasser 10% du nombre des électeurs dans chaque bureau de vote.

Section 4: Le dépouillement

Article 62: A la clôture des opérations de vote, le bureau procède immédiatement au dépouillement des suffrages.

Les opérations de dépouillement sont publiques.

L'urne est ouverte en présence des observateurs, des délégués ou de leurs suppléants mentionnés dans l'article 55 du présent texte. En cas d'absence de l'un d'eux ou de tous, mention en sera faite dans le PV des opérations de vote, mentionné dans l'article 55 du présent texte.

Il sera procédé au décompte des bulletins de vote. Si le nombre des bulletins de vote recensés est supérieur

Il sera procédé au décompte des bulletins de vote. Si le nombre des bulletins de vote recensés est supérieur ou inférieur au nombre des signatures, il sera une autre fois procédé à un recensement. En cas de certitude quant à la non concordance entre le nombre des bulletins de vote et le nombre des électeurs, mention en sera faite dans le PV et il sera procédé à une enquête. Ensuite, après avoir constaté le nombre des bulletins de vote, le président ordonne le début des opérations de dépouillement.

Le démembrement de l'Instance indépendante enquête sur les causes de non concordance entre le nombre des bulletins de vote et le nombre des électeurs et informe, le cas échéant le ministère public.

L'ISIE est informée des cas de non concordance entre le nombre des bulletins de vote et le nombre des électeurs.

Article 63: Les membres du bureau procèdent aux opérations de dépouillement. Des scrutateurs supplémentaires, désignés par le président parmi les électeurs présents, peuvent se joindre aux membres du bureau, et ce afin de constituer un nombre suffisant de tables de dépouillement.

A chaque table de dépouillement un scrutateur retire un bulletin de vote et la transmet plié à un autre scrutateur qui en lit le contenu à haute voix. Deux autres scrutateurs au moins enregistrent les voix obtenues par les diverses listes, simultanément sur les feuilles de dépouillement prévues à cet effet.

A la fin du dépouillement des suffrages, les scrutateurs consignent sur les feuilles de dépouillement le nombre de voix obtenues par chaque liste et signent lesdites feuilles qui sont transmises au président du bureau avec les bulletins de votes.

En cas de désaccord entre deux scrutateurs concernant l'attribution d'une voix à une liste, ledit vote n'est pas pris en compte. Le bulletin de vote est signé avec un numéro d'ordre et remis au bureau pour statuer sur sa validité après la fin du dépouillement.

Les bulletins blancs sont comptabilisés à part.

Article 64:

Est annulé:

- tout bulletin de vote autre que ceux mis à disposition des électeurs par le bureau de vote,
- tout bulletin de vote contenant un signe ou une mention identifiant l'électeur,
- tout bulletin de vote portant remplacement ou adjonction d'un ou plusieurs candidats.

Article 65: Le bureau de vote arrête le résultat du scrutin en additionnant les résultats des feuilles de dépouillement rédigées par les groupes de scrutateurs et ajoute à chaque candidat les voix qu'il estime lui revenir, et ce après avoir statué dans les bulletins litigieux.

Article 66: L'ISIE désigne avant le jour du vote, par arrêté, un bureau centralisateur pour chaque circonscription électorale. Le bureau centralisateur ne peut être choisi parmi les bureaux de collecte.

L'ISIE peut désigner, par arrêté/décision avant le jour du vote, un ou plusieurs bureaux de collecte pour chaque circonscription électorale ainsi que les bureaux de vote rattachés à chaque bureau de collecte. Les bureaux de collecte ne peuvent pas être choisis parmi les bureaux de vote

Les bureaux de collecte additionnent les résultats des votes transmis par les bureaux de vote y rattachés. Les bureaux de collecte dressent un PV en 3 exemplaires, lequel est signé par tous les membres du bureau en présence de délégués de candidats ou de leurs suppléants et des observateurs.

Le bureau centralisateur est chargé d'additionner les résultats transmis par les bureaux de collecte au cas où ces derniers ont été mis en place ou ceux transmis par tous les bureaux de vote dépendant de la circonscription à défaut de bureaux de collecte.

Le bureau centralisateur est chargé aussi de procéder au classement des listes et dresse un PV en 3 exemplaires qui est signé par tous les membres du bureau, en présence de délégués de candidats ou de leurs

suppléants et des observateurs.

Le bureau centralisateur et les bureaux de collecte sont composés conformément aux dispositions de l'article 55 du présent décret-loi.

Toutes les pièces justificatives sont rassemblées à la diligence des présidents des bureaux de vote, du ou des présidents des bureaux de collecte en cas de création, ou du président du bureau centralisateur. Lesdites pièces sont déposées auprès de l'ISIE.

Article 67: Il est enregistré dans le PV des opérations de vote, rédigé en 3 exemplaires, le nombre des voix obtenues par chaque liste dans le bureau de vote et le nombre définitif des suffrages exprimés avec indication du nombre des électeurs inscrits sur la liste d'électeurs.

Ledit PV doit mentionner aussi le nombre des bulletins blancs et des bulletins annulés qui n'ont pas été pris en compte dans les résultats du dépouillement. Ces bulletins et le reste des pièces contenant les suffrages exprimés sont annexés audit PV.

Toutes lesdites pièces sont immédiatement remises au bureau de collecte ou à défaut au bureau centralisateur. Après la fin du dépouillement, le PV des opérations de vote, signé par le président du bureau, est affiché dans chaque bureau de vote.

Les résultats détaillés des élections sont publiés sur le site électronique de l'ISIE.

Article 68: Chaque liste, son délégué ou les observateurs peuvent superviser toutes les opérations de dépouillement et de décompte des voix dans tous les locaux dans lesquels lesdites opérations sont accomplies. Chaque liste, son délégué ou les observateurs peuvent demander/exiger à ce que toutes les observations, les protestations et oppositions relatives auxdites opérations soient consignées dans le PV, soit avant la proclamation du résultat du vote, soit après.

Article 69: les dépenses afférentes au scrutin sont portées au budget de l'ISIE.

Chapitre IV: la proclamation des résultats

Article 70: l'instance centrale de l'ISIE vérifie le respect par les vainqueurs des dispositions relatives au financement de la campagne électorale et peut décider d'annuler les résultats des vainqueurs qui n'ont pas respecté lesdites dispositions. Dans une telle hypothèse, les résultats seront recalculés sans prendre en compte la liste dont les résultats ont été annulés.

Article 71: l'instance centrale de l'ISIE procède à l'annonce des résultats préliminaires des élections

Article 72: Les résultats préliminaires des élections peuvent faire l'objet d'un recours intenté devant l'assemblée plénière du Tribunal administratif, et ce dans un délai de 48 heures de l'annonce desdits résultats. Ledit tribunal doit statuer dans un délai de 5 jours du jour de sa saisine. La décision dudit tribunal est irrévocable et n'est susceptible d'aucun type de recours.

Article 73:

L'instance centrale de l'ISIE, après qu'il soit statué sur tous les litiges relatifs aux résultats ou après l'expiration du délai de recours au cas où aucun n'a été formulé, proclame les résultats définitifs des élections, et ce par arrêté qui sera publié au journal officiel de la république tunisienne et mis en ligne sur le site électronique de ladite ISIE.

Chapitre V: les DELITS électoraux

Article 74: Est puni d'une peine d'emprisonnement de 6 mois et d'une amende d'un montant de 1.000,000 dinars:

- toute personne qui utilise un faux nom, des fausses qualités, des déclarations ou certificats falsifiés ou qui dissimule lors du scrutin un cas d'incapacité prévu par la loi ou qui se présente pour voter dans plus d'un bureau.
- toute personne qui a porté atteinte au secret du vote dans le cadre de l'article 61.

Article 75: Est punie d'une peine d'emprisonnement de un mois et d'une amende de 1.000,000 dinars toute violation des dispositions de l'article 38.

Est punie d'un an d'emprisonnement et d'une amende de 2.000,000 dinars toute violation des dispositions de l'article 39.

Article 76: est punie d'une peine d'emprisonnement ne dépassant pas 5 années et d'une amende de 3.000,000 dinars:

- Toute personne ayant sciemment inscrit ou dissimulé un nom dans les listes d'électeurs en violation des dispositions de la section 2 du chapitre I du présent décret-loi,
- toute personne qui a sciemment volé ou détérioré une liste d'électeurs, des bulletins de vote ou une urne.
- toute personne qui a sciemment falsifié, volé, détérioré ou saisi des PV de votes,
- toute personne qui viole la liberté de vote en utilisant la violence ou en menaçant d'utiliser la violence ou en corrompant matériellement soit directement un électeur, soit ses proches.

Article 77: Il est interdit à tout candidat de recevoir d'une partie étrangère, des aides matérielles directes ou indirectes.

Toute violation des dispositions de ce paragraphe entraîne:

- la condamnation du concerné à une peine d'emprisonnement d'un an et une amende de 2.000,000 dinars.
- La perte automatique, dès le prononcé d'un jugement de condamnation, de la qualité de candidat ou de la qualité d'élu en cas de proclamation des résultats des élections.

Le droit de poursuite sur la base du présent article se prescrit après un délai de deux ans de la date de la proclamation des résultats des élections.

Article 78: Toute tentative de commettre les crimes mentionnés aux articles 74 à 77 du présent décret-loi est passible de sanction.

Il ne sera pas fait application de l'article 53 du code pénal en ce qui concerne les crimes mentionnés aux articles 74 à 77 du présent décret-loi, ainsi qu'aux tentatives desdits crimes. L'auteur desdits crimes peut être privé de ses droits politiques durant cinq ans à compter du prononcé d'un jugement définitif/irrévocable contre lui.

Article 79: En cas de violation des articles 44, 45 et 46 du présent décret-loi, l'ISIE transmet le dossier au ministère public territorialement compétent, afin de sommer le contrevenant de cesser immédiatement les infractions mentionnées. En cas de refus d'obtempérer, le contrevenant est déféré en comparution immédiate devant la chambre correctionnelle qui prononce une condamnation à une amende variant entre 1.000,000 dinars et 5.000,000 dinars.

Article 80: Le présent décret-loi sera publié au JORT et entrera en vigueur à compter de la date de sa publication.

Tunis, le 10 mai 2011.

Le Président de la République par intérim
Foued Mebazaa

قانون الانتخابات

مرسوم يتعلق بانتخاب المجلس الوطني التأسيس

،إن رئيس الجمهورية المؤقت
،بافتراح من الهيئة العليا لتحقيق أهداف الثورة والإصلاح السياسي والانتقال الديمقراطي
بعد الإطلاع على المجلة الجزائية الصادرة بمقتضى الأمر العلي المؤرخ في أول أكتوبر 1913 كما تمّ تنقيحها وإتمامها بالنصوص
،اللاحقة
وبعد الإطلاع على مجلة الإجراءات المدنية والتجارية الصادرة بمقتضى القانون عدد 130 لسنة 1959 المؤرخ في 5 أكتوبر 1959
،كما تمّ تنقيحها وإتمامها بالنصوص اللاحقة
وعلى القانون عدد 8 لسنة 1968 المؤرخ في 8 مارس 1968 المتعلق بتنظيم دائرة المحاسبات كما تمّ تنقيحه وإتمامه بالنصوص
،اللاحقة
وعلى مجلة الإجراءات الجزائية الصادرة بمقتضى القانون عدد 23 لسنة 19 لسنة 1968 المؤرخ في 24 جويلية 1968 كما تمّ تنقيحها
،وإتمامها بالنصوص اللاحقة
،وعلى القانون عدد 40 لسنة 1972 المؤرخ في أول جوان 1972 المتعلق بالمحكمة الإدارية كما تمّ تنقيحه وإتمامه بالنصوص اللاحقة
وعلى المرسوم عدد 6 لسنة 2011 المؤرخ في 18 فيفري 2011 المتعلق بإحداث الهيئة العليا لتحقيق أهداف الثورة والإصلاح السياسي
، والانتقال الديمقراطي
،وعلى المرسوم عدد 14 لسنة 2011 المؤرخ في 23 مارس 2011 يتعلّق بالتنظيم المؤقت للسلط العموميّة وخاصة الفصل 5 منه
،وعلى المرسوم عدد 27 لسنة 2011 المؤرخ في 18 أفريل 2011 المتعلق بإحداث هيئة عليا مستقلة
،وعلى مداولة مجلس الوزراء

يصدر المرسوم الآتي نصه

ديباجة

قطعا مع النظام السابق المبني على الاستبداد وتغييب إرادة الشعب بالبقاء غير المشروع في السلطة وتزوير
الانتخابات،

ووفاء لمبادئ ثورة الشعب التونسي الهادفة إلى إرساء مشروعية أساسها الديمقراطية والحرية والمساواة والعدالة الاجتماعية والكرامة
،والتعددية وحقوق الإنسان والتداول على السلطة
وانطلاقا من إرادة الشعب التونسي في انتخاب مجلس وطني تأسيسي يتولّى وضع دستور جديد للبلاد، وباعتبار أن القانون الانتخابي
السابق لم يكفل انتخابات ديمقراطية وتعددية وشفافة ونزيهة، تمّ التوافق على انتخاب المجلس الوطني التأسيسي وفقا للأحكام الآتية

الفصل الأول

يُنْتَخَب أعضاء المجلس الوطني التأسيسي انتخابا عاما، حرّا، مباشرا، سرّيا، وفق مبادئ الديمقراطية
والمساواة والتعددية والنزاهة والشفافية

تتولّى الهيئة العليا المستقلة للانتخابات المحدثّة بمقتضى المرسوم عدد 27 لسنة 2011 المؤرخ في 18 أفريل
2011. المشار إليه أعلاه الإعداد للانتخابات والإشراف عليها ومراقبة العمليات الانتخابية

الباب الأول: الناخب

القسم الأول: شروط الناخب

الانتخاب حقّ لجميع التونسيّات والتونسيّين البالغين من العمر ثماني عشرة سنة كاملة في اليوم السابق لإجراء الانتخابات، المتمتّعين بحقوقهم المدنية والسياسيّة وغير المشمولين بأيّ صورة من صور الحرمان المنصوص عليها بهذا المرسوم

:الفصل 3

يمارس الناخب حقّ الاقتراع بواسطة بطاقة التعريف الوطنية. وتضبط الهيئة العليا المستقلة للانتخابات إجراءات التسجيل لممارسة هذا الحقّ والإعلام بها

:الفصل 4

لا يمارس حق الانتخاب العسكريون والمدنيّون مدة قيامهم بواجبهم العسكري وأعوان قوات الأمن الداخلي، مثلما وقع تعريفهم بالفصل 4 من القانون عدد 70 لسنة 1982 المؤرخ في 6 أوت 1982 والمتعلق بضبط القانون الأساسي العام لقوات الأمن الداخلي

:الفصل 5

يمنع من ممارسة حقّ الانتخاب

- الأشخاص المحكوم عليهم من أجل جناية أو جنحة تمسّ بالشرف بعقوبة تتجاوز مدّتها ستة أشهر سجنا نافذة، ولم يستردّوا حقوقهم المدنية والسياسية
- الأشخاص المحجور عليهم
- الأشخاص المصادرة أموالهم إثر 14 جانفي 2011

:القسم الثاني: قوائم الناخبين

:الفصل 6

تضبط قائمة الناخبين لكل بلدية ولكل معتمدية بخصوص المناطق غير البلدية تحت مراقبة الهيئة العليا المستقلة للانتخابات اعتمادا على قاعدة المعطيات الوطنية لبطاقات التعريف الوطنية، ويتمّ توزيع الناخبين اعتمادا على عنوان الإقامة المصرّح به في مطلب التسجيل الإرادي في قائمة الناخبين حسب إجراءات تضبطها الهيئة العليا المستقلة للانتخابات

تقوم البعثات الدبلوماسية أو القنصليّة التونسية بالخارج بضبط قوائم الناخبين ومراجعتها بالنسبة للتونسيين المقيمين بالخارج والمسجّلين بها، وذلك حسب الشروط والإجراءات المنصوص عليها بهذا المرسوم و تحت مراقبة الهيئة العليا المستقلة للانتخابات

:الفصل 7

تودع قوائم الناخبين بمقرّات الهيئات الفرعية للانتخابات ومقرّات البلديات أو المعتمديات والعمادات ومقرّات البعثات الدبلوماسية أو القنصليّة التونسية بالخارج. ومن حقّ كلّ ناخب الإطلاع عليها ثلاثون يوما على الأقلّ قبل يوم الاقتراع. يقع نشر قوائم الناخبين على الموقع الإلكتروني للهيئة العليا المستقلة للانتخابات

:الفصل 8

يقوم كلّ من رئيس الهيئة الفرعية المستقلة للانتخابات ورئيس البلدية أو المعتمد والعمد ورئيس البعثة التونسية الدبلوماسية أو القنصليّة بتعليق قوائم الناخبين. وتتضمّن القوائم المُحيّنة الناخبين الذين تمّ ترسيمهم أو الواقع شطب أسمائهم

تتولى الهيئة العليا المستقلة للانتخابات الإعلان عن حلول آجال التعليق والطعون وانتهائها طبقا للأحكام الواردة بهذا المرسوم، بواسطة وسائل الإعلام المكتوبة والسمعيّة والمرئيّة

:الفصل 9

يمكن الترسيم بقائمتا الناخبين بعد الدعوة لإجراء الانتخابات وذلك بالنسبة إلى

- العسكريين وأعاون قوات الأمن الداخلي في صورة فقدانهم لهذه الصفة بعد آجال الترسيم
- الأشخاص الذين يتوقّر فيهم شرط السنّ القانونيّة بعد آجال الترسيم
- الأشخاص الذين رُفِعَ عنهم الحجر بعد آجال الترسيم
- الأشخاص الذين صدر لفائدتهم حكم بات يقضي بترسيمهم بقائمتا الناخبين
- التونسيين المقيمين بالخارج والموجودين بالتراب الوطني في فترة الانتخابات

ولا يقع الترسيم إلا إذا قَدّم المعني بالأمر مطلباً كتابياً في الغرض إلى الهيئة الفرعيّة للانتخابات مصحوباً بوثائق الإثبات اللازمة، عشرة أيام قبل يوم الاقتراع على الأقل. ويتمّ تعمير مطبوعة معدّة للغرض تسلّم نسخة منها للمعني بالأمر بعد التنبّث من هويّته. وتُعلّم البلدية أو المعتمدية الهيئة العليا المستقلة للانتخابات بذلك

الفصل 10

: تتولى الهيئات الفرعية للانتخابات الشطب من قائمتا الناخبين على

- اسم الناخب الذي توقّي وحال ترسيم الوفاة
- أسماء المدنيين مدّة قيامهم بواجبهم العسكري
- أسماء الأشخاص الذين ثبت أنهم فقدوا أهليّة الانتخاب

ويتمّ الشطب بناء على طلب كتابي من الناخب الراغب في ترسيمه في غير القائمة المرسّم بها على أن يدلي بما يفيد طلب ترسيمه بقائمة أخرى

الفصل 11

تُحمّل مصاريّف إعداد قائمتا الناخبين وإشهار مراجعتها على ميزانية الهيئة العليا المستقلة للانتخابات

القسم الثالث: النزاعات المتعلقة بالترسيم بقائمتا الناخبين

الفصل 12

تُعَرَضُ النزاعات المتعلقة بقائمتا الناخبين على الهيئة الفرعية للانتخابات، المختصّة ترابياً والتي تبتّ في المسألة في أجل أقصاه ثمانية أيام، من تاريخ تقديم مطلب الاعتراض إلى الهيئة. وتبتّ الهيئة الفرعية للانتخابات الملحقة بالمركز الدبلوماسي في الطعون المتعلقة بضبط قائمتا الناخبين الراجعين لها بالنظر

الفصل 13

يقع الاعتراض على ضبط قائمتا الناخبين أمام الهيئة الفرعية للانتخابات بمكتوب مضمون الوصول مع الإعلام بالبلوغ في أجل سبعة أيام من تاريخ تعليق القائمتا. ويحتوي الاعتراض إما على طلب ترسيم اسم أو طلب شطبه. ويُعتَبَر تاريخ إيداع المكتوب مضمون الوصول تاريخ تقديم الاعتراض

الفصل 14

يمكن للأطراف المعنية والسلط الإداريّة استئناف قرارات الهيئة الفرعيّة للانتخابات أمام المحكمة الابتدائية المختصّة ترابياً في تركيبها الثلاثية وذلك في أجل خمسة أيام من تاريخ إعلام المعنيين بالأمر بهذا القرار

تتولى المحكمة الابتدائية المتعده بالاستئناف النظر في القضية وفق الإجراءات المنصوص عليها بالفصول 43 و46 و47 و48 فقرة الأخيرة و49 و50 من مجلة المرافعات المدنية والتجارية ويمكن للمحكمة أن تأذن بالمرافعة حيناً ودون لزوم لإجراءات أخرى

تبتّ المحكمة الابتدائية في القضية خلال خمسة أيام من تاريخ تعهّدها بها ، ويكون القرار الصادر عنها باتاً

ويمكن الطعن في قرار الهيئة الفرعيّة للانتخابات الملحقة بالمركز الدبلوماسي أمام الهيئة المركزية للهيئة العليا المستقلة للانتخابات حسب إجراءات تضبطها الهيئة

تعفى من التسجيل والطابع الجباني جميع الصكوك والقرارات المتعلقة بالمادة الانتخابية للمجلس الوطني التأسيسي.

الباب الثاني: الترشيح

القسم الأول: شروط الترشيح

الفصل 15:

يحقّ الترشيح لعضوية المجلس الوطني التأسيسي لكلّ

• ناخب

• بالغ من العمر ثلاثاً وعشرين سنة كاملة على الأقلّ يوم تقديم ترشّحه

ولا يمكن أن يترشح

- كل من تحمّل مسؤولية صلب الحكومة في عهد الرئيس السابق باستثناء من لم ينتم من أعضائها إلى التجمع الدستوري الديمقراطي، ومن تحمل مسؤولية في هياكل التجمع الدستوري الديمقراطي في عهد الرئيس السابق. وتحدّد المسؤوليات المعنية بأمر باقتراح من الهيئة العليا لتحقيق أهداف الثورة والإصلاح السياسي والانتقال الديمقراطي
- من ناشد رئيس الجمهورية السابق الترشيح لمدة رئاسية جديدة لسنة 2014. وتضبط في ذلك قائمة من قبل الهيئة العليا لتحقيق أهداف الثورة والإصلاح السياسي والانتقال الديمقراطي

الفصل 16:

تقدّم الترشيحات على أساس مبدأ التناسف بين النساء والرجال. ويتمّ ترتيب المترشحين صلب القوائم على أساس التناوب بين النساء والرجال. ولا تقبل القائمة التي لا تحترم هذا المبدأ إلا في حدود ما يحتمّه العدد الفردي للمقاعد المخصّصة لبعض الدوائر

الفصل 17:

لا يمكن للناخبين الآتي ذكرهم الترشيح لعضوية المجلس الوطني التأسيسي إلا بعد تقديم استقالاتهم أو وضعهم في حالة عدم مباشرة رؤساء البعثات والمراكز الدبلوماسية والقنصلية -
الولاية -
القضاة -
المعتمدون الأول والكتاب العامون للولايات والمعتمدون والعمد -
ولا يمكن لهم الترشيح في دائرة انتخابية مارسوا فيها وظائفهم تلك

الفصل 18:

لا يمكن الجمع بين عضوية المجلس الوطني التأسيسي ومباشرة الوظائف المسندة من طرف دولة أجنبية أو منظمة دولية حكومية يتقاضى أصحابها أجوراً من مال هذه الدولة أو هذه المنظمة

الفصل 19:

لا يمكن الجمع بين العضوية بالمجلس الوطني التأسيسي ومباشرة وظائف عمومية غير انتخابية يتقاضى أصحابها أجوراً من الدولة أو من الجماعات المحلية أو من المؤسسات العمومية أو من المنشآت العمومية أو من الشركات ذات المساهمات العمومية المباشرة أو غير المباشرة

كما لا يمكن الجمع بين العضوية بالمجلس الوطني التأسيسي ومباشرة خطة تسيير بالمؤسسات العمومية أو المنشآت العمومية أو الشركات ذات المساهمات العمومية المباشرة أو غير المباشرة

الفصل 20:

يُحجّر على كلّ عضو بالمجلس الوطني التأسيسي أن يقبل خلال مدّة نيابته خطة بإحدى المؤسسات أو المنشآت العمومية أو الشركات المشار إليها بالفصل 19 من هذا المرسوم

الفصل 21:

لا يمكن تعيين عضو بالمجلس الوطني التأسيسي لتمثيل الدولة أو الجماعات المحلية في هياكل المنشآت العمومية أو الشركات ذات المساهمات العمومية المنصوص عليها في الفصل 19 من هذا المرسوم

:الفصل 22

يُحَجَرُ على كلّ عضو بالمجلس الوطني التأسيسي أن يستعمل صفتَه في أي إشهار يتعلّق بمشاريع مالية أو صناعية أو تجارية أو مهنية ويمكن للمجلس الوطني التأسيسي اتخاذ التدابير التي يراها في حالة مخالفة أحكام هذا الفصل

:الفصل 23

يُعْتَبَرُ كلّ عضو بالمجلس الوطني التأسيسي كان عند انتخابه في حالة من حالات عدم الجمع المنصوص عليها بالفصلين 18 و19 من هذا المرسوم، معفى وجوبا من وظائفه بعد الإعلان النهائي عن نتائج الانتخابات

ويُوضَع في حالة عدم مباشرة خاصة إذا كان يشغل وظيفة من الوظائف العمومية. ولا تنطبق هذه الأحكام على الأعوان المتعاقدين

وكلّ عضو بالمجلس الوطني التأسيسي يكلف أثناء نيابته بمسؤولية أو بوظيفة منصوص عليها [بالفصول 17 إلى 21](#) من هذا المرسوم أو يقبل أثناء النيابة مسؤولية لا يتسنى الجمع بينها وبين العضوية، يعفى وجوبا إلا إذا استقال من تلقاء نفسه. ويقع التصريح بالاستقالة أو الإعفاء الوجوبي من طرف المجلس الوطني التأسيسي

عند شغور أحد مقاعد المجلس الوطني التأسيسي يتم تعويض العضو بالمرشح الموالي في الترتيب من نفس القائمة

القسم الثاني: تقديم الترشيحات

:الفصل 24

تُقدَّم القائمة المترشحة في دائرة انتخابية تصريحا ممضى من كافة المترشحين ينصّ على تسمية القائمة - 1

بيان قوائم الناخبين المرسم بها المترشحون - 2
ويُرَفَّقُ التصريح بنسخة من بطاقة التعريف الوطنية لكلّ مترشح

:الفصل 25

تُقدَّم قوائم المترشحين إلى الهيئة الفرعية للانتخابات المختصة ترابيا، محرّرة في نظيرين على الورق العادي قبل خمسة وأربعين يوما من يوم الاقتراع. وتُدَوَّنُ هذه العملية في سجلّ خاص مختوم ومرقّم يسجّل به اسم القائمة وتاريخ تقديمها وساعته

ويُحَفَظُ نظير بالهيئة الفرعية للانتخابات على أن يسلم وجوبا للمصرّح وصل وقتي. ويسلم الوصل النهائي خلال الأيام الأربعة الموالية لإيداع التصريح إذا كانت القائمة المقدّمة مطابقة لأحكام هذا المرسوم. ويعتبر عدم تسليم الوصل النهائي في الأجل المذكور رفضا ضمنيا لتسجيل القائمة

:الفصل 26

يُمنَعُ إسناد نفس التسمية إلى أكثر من قائمة انتخابية ويمنع انتماء عدّة قوائم لحزب واحد، في نفس الدائرة الانتخابية. ويُسْتَرَطُّ أن يكون عدد المترشحين بكلّ قائمة مساويا لعدد المقاعد المخصّصة للدائرة المعنية

:الفصل 27

يُمنَعُ الترشح ضمن أكثر من قائمة انتخابية وفي أكثر من دائرة انتخابية

:الفصل 28

يمكن سحب الترشيحات في أجل أقصاه ثمانية وأربعين ساعة قبل موعد الاقتراع. ويسجّل الإعلام بالسحب وفق نفس إجراءات التصاريح بالترشح. ويتم فوراً إعلام رئيس القائمة أو عند الاقتضاء أحد أعضائها بأي انسحاب من القائمة. ويمكن تعويض المنسحب من القائمة بمترشح آخر في أجل لا يتجاوز أربعة وعشرين ساعة من الإعلام بالانسحاب، مع مراعاة أحكام الفصل 16 من هذا المرسوم

:الفصل 29

يتمّ الطعن في قرار رفض ترسيم قائمة أمام المحكمة الابتدائية المختصة ترابيا في أجل لا يتجاوز الأربعة أيام من تاريخ الرفض. وتبتّ المحكمة في الطعن خلال خمسة أيام من تاريخ تعهدها بها وفق الإجراءات المنصوص عليها بالفصل 14 من هذا المرسوم. ويتم استئناف أحكامها في أجل ثمان وأربعين ساعة، أمام الدوائر الاستئنافية للمحكمة الإدارية، التي تبتّ في النزاع في أجل أربعة أيام من تاريخ تقديم الطعن وفق إجراءات مبسّطة. وتكون قراراتها في هذه المادّة باتّة

الفصل 30

تتم دعوة الناخبين بأمر. ويصدر هذا الأمر شهرين على الأقل قبل يوم الاقتراع.
مدة الاقتراع يوم واحد ويكون يوم أحد.

القسم الأول: طريقة الاقتراع

الفصل 31

يُضبط عدد أعضاء المجلس الوطني التأسيسي وعدد المقاعد المخصصة لكل دائرة انتخابية على قاعدة نائب بالنسبة لكل ستين ألف ساكن، مع مراعاة أحكام الفصل 33 من هذا المرسوم. ويُسند مقعد إضافي للدائرة كلما تبين بعد تحديد عدد المقاعد المخصصة لها أن عملية ضبط عدد الأعضاء تقضي إلى بقية تفوق ثلاثين ألف ساكن.
ويضم المجلس الوطني التأسيسي أعضاء يمثلون التونسيين بالخارج تُضبط طريقة تمثيلهم بأمر.

الفصل 32

يجري التصويت على القوائم في دورة واحدة، ويتم توزيع المقاعد في مستوى الدوائر على أساس التمثيل النسبي مع الأخذ بأكبر البقايا.

الفصل 33

يجري التصويت حسب دوائر انتخابية، وتكون كل ولاية دائرة أو عدة دوائر، على أن لا يتجاوز عدد المقاعد المخصص لكل دائرة العشرة.

ويُسند مقعدان إضافيان للولايات التي يقل عدد سكانها عن مائتين وسبعين ألف ساكن.

ويسند مقعد إضافي للولايات التي يتراوح عدد سكانها بين مائتين وسبعين ألف وخمسمائة ألف ساكن.

وتعمل كل قائمة على أن يكون مترشحوها من معتمديات مختلفة ضمن الدائرة الانتخابية، ويكون سنّ ادهم على الأقل دون الثلاثين عاما.

ويتم تقسيم الدوائر بأمر باقتراح من الهيئة العليا المستقلة للانتخابات بعد أخذ رأي الهيئة العليا لتحقيق أهداف الثورة والإصلاح السياسي والانتقال الديمقراطي.

الفصل 34

يختار الناخب إحدى القوائم المترشحة دون شطب أو مساس بترتيب المترشحين.

الفصل 35

إذا تقدمت إلى الانتخابات قائمة واحدة، فإنه يصرّح بفوزها مهما كان عدد الأصوات التي حصلت عليها.

الفصل 36

إذا ترشحت على مستوى الدائرة أكثر من قائمة، يتم في مرحلة أولى توزيع المقاعد على أساس الحاصل الانتخابي. ويتم تحديد هذا الحاصل بقسمة عدد الأصوات المصرّح بها على عدد المقاعد المخصصة للدائرة. ويسند إلى القائمة عدد مقاعد بقدر عدد المرات التي حصلت فيها على الحاصل الانتخابي. وتسند المقاعد إلى القوائم باعتماد الترتيب الوارد بكل منها عند تقديم الترشيحات.
إذا بقيت مقاعد لم توزّع على أساس الحاصل الانتخابي، فإنه يتم توزيعها في مرحلة ثانية على أساس أكبر البقايا على مستوى الدائرة.
وإذا تساوت بقايا قائمتين أو أكثر يتم تغليب المترشح الأصغر سنًا.

القسم الثاني: الحملة الانتخابية

الفصل 37

تخضع الحملة الانتخابية إلى المبادئ الأساسية التالية

حياد الإدارة وأماكن العبادة ووسائل الإعلام الوطني

شفافية الحملة الانتخابية من حيث مصادر تمويلها وطرق صرف الأموال المرصودة لها

المساواة بين جميع المترشحين

احترام الحرمة الجسدية للمترشحين والناخبين وأعراضهم 4.

الفصل 38:

تحجّر الدعاية الانتخابية في

أماكن العبادة

أماكن العمل

المؤسسات التربوية والجامعية

كما تحجّر كل دعاية تتضمن الدعوة إلى الكراهية والتعصب والتمييز على أسس دينية أو فئوية أو جهوية أو عروضية أثناء الحملة الانتخابية

الفصل 39:

يحجّر على أعوان السلطة العمومية أن يوزّعوا برامج المترشحين أو مناشيرهم أو أوراق التصويت. كما يمنع استعمال الوسائل و الموارد العمومية في الدعاية الانتخابية لأحد المترشحين أو القوائم المترشحة

الفصل 40:

الاجتماعات العمومية الانتخابية حرة. غير أنه يجب إعلام الهيئة الفرعية للانتخابات بها كتابيا قبل انعقادها بأربع وعشرين ساعة على الأقل، ويتضمن الإعلام أسماء أعضاء مكتب الاجتماع

الفصل 41:

يجب أن يكون لكل اجتماع مكتب يتركّب من شخصين على الأقل تختارهما القائمة المترشحة، مهمته حفظ النظام والحرص على حسن سير الاجتماع. ويمكن للمكتب أن يحلّ الاجتماع إذا رأى ضرورة لذلك، كما يمكن له عند الاقتضاء الاستعانة بالقوة العامة

الفصل 42 :

لا يمكن لأي معلقة انتخابية لقائمة مترشحين أن تتضمن علم الجمهورية التونسية أو شعارها

الفصل 43:

تحجّر الدعاية الانتخابية مع نهاية الحملة الانتخابية طبقا للفصل 51 من هذا المرسوم

الفصل 44:

يرخص للمترشحين في نطاق حملتهم الانتخابية استعمال وسائل الإعلام الوطني دون سواها. وتسهر الهيئة العليا المستقلة للانتخابات على تنظيم استعمال وسائل الإعلام على أساس المبادئ المشار إليها بالفصل الأول من هذا المرسوم. وتتخذ لهذا الغرض التدابير اللازمة

الفصل 45:

تعمل الهيئة العليا المستقلة للانتخابات على إزالة كل العراقيل التي تتعارض مع مبدأ حرية النفاذ إلى وسائل الإعلام على أساس عدم التمييز بين جميع القوائم المترشحة وعلى أساس معايير دقيقة تتعلق باحترام الحياة الخاصة وكرامة الإنسان وحقوق الغير والنظام العام.

وتحدّد الهيئة العليا المستقلة للانتخابات المعايير التقنية والقواعد الخاصة بالبرامج المتعلقة بالحملة الانتخابية التي يتعين التقيد بها من قبل مؤسسات الإعلام والاتصال بالقطاعين العام والخاص.

وتعدّ كلّ مؤسسة إعلامية خاصة برنامج توزيع الحصص والمساحات المخصصة للحملة الانتخابية للمترشحين وتعرضه على الهيئة العليا المستقلة للانتخابات للموافقة عليه.

الفصل 46 :

تُحدّد الهيئة العليا المستقلة للانتخابات قواعد وإجراءات الحملة الانتخابية، بما فيها مدّة الحصص والبرامج والمساحات المخصصة لمختلف القوائم المترشحة وتوزيعها وتوقيتها بمختلف وسائل الإعلام بالتشاور مع مختلف الأطراف المعنية على أساس احترام مبادئ التعددية والشفافية والمساواة وتكافؤ الفرص.

الفصل 47 :

تتولى الهيئة العليا المستقلة للانتخابات مراقبة احترام هذه القواعد، وتتلقى الطعون المتعلقة بعدم احترامها. وتتخذ عند الاقتضاء الإجراءات والتدابير اللازمة لوضع حدّ فوري لكلّ التجاوزات قبل نهاية الحملة الانتخابية. ويمكن الطعن في القرارات التي تتخذها الهيئة العليا المستقلة للانتخابات في هذا الشأن أمام الدوائر الاستئنافية للمحكمة الإدارية والتي تبتّ في الطعن حسب إجراءات مبسطة في أجل عشرة أيام من تاريخ تقديم الطعن. وتكون قراراتها باتّة.

الفصل 48 :

تتعهّد الهيئة العليا المستقلة بالرقابة تلقائياً أو بناء على طعن. ويمكن للهيئة القيام بجميع الأبحاث والتحريات في نطاق احترام حقوق الدفاع دون إمكانية معارضتها بالسّر المهني. ولها عند الاقتضاء الاستعانة بأعوان الضابطة العدلية المنصوص عليهم بالفصل 10 من مجلة الإجراءات الجزائية. ويتعيّن على أصحاب المؤسسات الإعلامية ومقومي الشبكات الاتصالية ومشغليها مدّ الهيئة بالوثائق والبيانات الضرورية لإنجاز الأبحاث والتحريات اللازمة.

الفصل 49:

تستعين الهيئة العليا المستقلة للانتخابات في إطار مهامها، بمراقبين يقع اختيارهم على أساس الحياد والاستقلالية والكفاءة ويكونوا مكلفين بمراقبة الوثائق ومعاينة كافة المخالفات، وذلك بالتنسيق مع الهيئة الوطنية لإصلاح الإعلام والاتصال والنقابة الوطنية للصحافيين التونسيين. وعند الاقتضاء يقع تأهيل هؤلاء المراقبين لضمان حسن قيامهم بمهامهم. ويتولى المراقبون المكلفون من قبل الهيئة إعلامها ومدّها بكافة الوثائق والتسجيلات الدالة على التجاوزات فوراً.

الفصل 50:

تخصّص البلديات والمعتمديات والعمادات طيلة الحملة الانتخابية تحت مراقبة الهيئة العليا المستقلة للانتخابات أماكن معيّنة ومساحات متساوية لوضع الإعلانات الانتخابية لكل قائمة. ويقع ترتيب الأماكن المخصّصة للمنشورات على أساس عملية قرعة.

يحجّر كلّ تعليق خاص بالانتخابات خارج هذه الأماكن وفي المساحات المخصصة لبقية القوائم.

وتسهر الهيئة الفرعية للانتخابات على احترام هذه الأحكام، ولها أن تأمر السلطة الإدارية بإزالة كل تعليق مخالف للأحكام السابقة.

الفصل 51:

تفتتح الحملة الانتخابية قبل يوم الاقتراع باثنين وعشرين يوماً. وتنتهي الحملة الانتخابية في كلّ الحالات قبل يوم الاقتراع بأربع وعشرين ساعة.

الفصل 52:

على كلّ حزب أو قائمة مترشحين فتح حساب بنكي وحيد خاص بالحملة الانتخابية، يخضع لمراقبة دائرة المحاسبات ويقع نشر تقرير دائرة المحاسبات المتعلق بتمويل الحملة الانتخابية بالرائد الرسمي للجمهورية التونسية. يمنع تمويل الحملة الانتخابية بمصادر أجنبية مهما كان نوعها. يمنع تمويل الحملات الانتخابية من طرف الخواص.

الفصل 53:

تخصّص لكل قائمة منحة بعنوان مساعدة عموميّة على تمويل الحملة الانتخابية، وذلك على أساس مقدار مالي لكلّ ألف ناخب على مستوى الدائرة الانتخابية. توزّع 50% من المساعدة بالتساوي بين جميع القوائم المترشحة قبل بداية الحملة الانتخابية، وتوزّع الـ 50% الباقية أثناء الحملة الانتخابية. وكل قائمة لا تتحصل على 3% على الأقل من الأصوات المصرح بها على مستوى الدائرة الانتخابية، مطالبة بإرجاع نصف مبلغ المنحة. يحدّد بأمر سقف للإنفاق الانتخابي وإجراءات صرف المساعدات العموميّة.

القسم الثالث: مكاتب الاقتراع

الفصل 54:

تعيّن الهيئة العليا المستقلة للانتخابات قائمة ومواقع مكاتب الاقتراع لكلّ بلدية أو عمادة. ويعلن عنها لعموم الناخبين بواسطة إعلانات. تعلق بمراكز الولايات والمعتمديات ومكاتب العمد والبلديات وذلك سبعة أيام على الأقلّ قبل يوم الاقتراع. لا يقلّ عدد الناخبين في مكتب واحد عن ثمانمائة بالنسبة إلى البلديات التي يساوي أو يتجاوز عدد الناخبين فيها سبعة آلاف.

لا يجوز أن يكون موقع مكاتب الاقتراع في محلات تابعة لحزب سياسي أو لجمعية أو لمنظمة غير حكومية.

تعيّن الهيئة العليا المستقلة للانتخابات من بين الناخبين رئيسا لكلّ مكتب اقتراع وعضوين على الأقلّ لمساعدته، ولا يمكن اختيار أعضاء مكتب الاقتراع من بين المترشحين.

الفصل 55:

يجب أن يحضر بالمكتب كامل أوقات الاقتراع عضوان على الأقلّ من أعضاء المكتب. لكلّ مترشح الحقّ في الحضور بالمكتب كامل أوقات الاقتراع وله أن يعيّن ممثلا عنه أو من ينوبه لمراقبة العملية الانتخابية. يحجّر على أعضاء مكتب الاقتراع حمل شارات تدلّ على الانتماء السياسي، وينسحب هذا التحجير على ممثلي المترشحين ونوابهم. ويسهر رئيس المكتب على احترام هذا التحجير.

ويمكن للهيئة أن تعتمد ملاحظين ومراقبين لمراقبة سير الانتخابات.

يقع إعلام الهيئة العليا المستقلة للانتخابات كتابيا ثلاثة أيام قبل يوم الاقتراع على الأقلّ بأسماء الممثلين ونوابهم والملاحظين. ويسلم وصل في ذلك من طرف الهيئة العليا المستقلة للانتخابات.

ويعيّن الممثلون ونوابهم من بين الناخبين المسجلين بقوائم الناخبين.

ويمكن للممثلين أو نوابهم تدوين ملاحظاتهم حول سير عملية الاقتراع ضمن مذكرة ترفق وجوبا بمحضر عمليات الاقتراع. ويتمّ التنصيب بهذا المحضر على ذلك وعلى مدد حضور الممثلين أو نوابهم بمكتب الاقتراع ومغادرتهم له.

الفصل 56:

يتعيّن على كلّ رئيس مكتب، بعد انتهاء عملية الاقتراع ضبط قائمة الناخبين الذين باشروا التصويت. ويبتّ أعضاء المكتب في كافة النزاعات التي تطرأ أثناء عمليات الانتخاب ويُنصّ عليها بمحضر الجلسة.

الفصل 57:

يتولى رئيس مكتب الاقتراع المحافظة على النظام داخل المكتب، ويجوز له عند الاقتضاء تعليق عمليات الاقتراع. كما يجوز له الاستعانة عند الاقتضاء بالقوة العامة بمبادرة منه أو بطلب من ممثلي المترشحين أو نوابهم أو الملاحظين. وللرئيس أن يأذن بأن يُخرج من القاعة من يتعدّد من الناخبين التشويش أثناء الاقتراع. وعلى الناخب مغادرة مكتب الاقتراع حالما يقوم بعملية التصويت وتحجّر جميع المناقشات والمفاوضات داخل المكتب. لا يمكن لأي ناخب الدخول لقاعة الاقتراع إذا كان حاملا لأي نوع من أنواع الأسلحة.

الفصل 58:

تجرى انتخابات المجلس الوطني التأسيسي بواسطة أوراق تصويت موحّدة، تتولى الهيئة العليا المستقلة للانتخابات طباعتها. توضع بكلّ مكتب اقتراع وعلى طاولة مُعدّة لهذا الغرض أوراق التصويت يتعيّن على كلّ قائمة مترشحة اختيار رمز عند تقديم الترشح من بين الرموز التي تقدمها لها الهيئة العليا المستقلة للانتخابات، ويكون الاختيار حسب أولوية تقديم الترشيحات، ويسلم وصل في ذلك. وبالنسبة للأحزاب يكون الرمز موحّدا في كل الدوائر.

الفصل 59:

يتعيّن وضع صندوق انتخاب بكل مكتب اقتراع. ويجب أن يكون لكل صندوق منفذ واحد لوضع ورقة التصويت.

يفتح رئيس المكتب في الساعة المعيّنة لابتداء عمليات الاقتراع وبحضور كافة أعضاء المكتب ومن حضر من ممثلي المترشحين أو نوابهم والملاحظين، صندوق الاقتراع ويتحقق من أن الصندوق فارغ. ثم يغلقه بكوبتين أو بقليلين يبقي أحد مفتاحيهما لديه والثاني لدى أكبر أعضاء المكتب سنا.

الفصل 60:

يدلي الناخب عند دخوله قاعة الاقتراع ببطاقة التعريف الوطنية. ويقع التثبت من اسمه ولقبه وعنوانه وعدد بطاقة التعريف الوطنية وتاريخ إصدارها.

ثم يتناول بنفسه من فوق منضدة مخصصة لهذا الغرض ورقة تصويت ودون أن يغادر قاعة الاقتراع يدخل الخلوّة وجوبا ليقوم أمام القائمة التي يختارها (X) بالتصويت بوضع علامة.

ثم يعود الناخب إلى مكتب الاقتراع ويتثبت رئيس المكتب من أنه لا يحمل إلا ورقة تصويت واحدة، يضعها الناخب بنفسه في الصندوق.

وبعد إتمام عملية الاقتراع يمضي الناخب بقائمة الناخبين أمام اسمه ولقبه.

ولكلّ ناخب دخل القاعة قبل الوقت المعين لنهاية الاقتراع ممارسة حقّه في التصويت.

الفصل 61 :

كل ناخب يجهل القراءة والكتابة أو مصاب بسقوط واضح يمنعه من القيام بنفسه بمختلف عمليات التصويت المنصوص عليها بالفصل 60 من هذا المرسوم، يخوّل له الاستعانة على ذلك بناخب يختاره بنفسه من غير المترشحين. ولا يجوز أن يقوم نفس الناخب بمساعدة أكثر من شخص واحد.

ويحجر التصويت بالوكالة.

يجب أن لا يفوق عدد الاوراق الزائدة عن 10% من عدد الناخبين في مكتب الاقتراع الواحد.

القسم الرابع: الفرز

الفصل 62:

عند الانتهاء من عمليات التصويت يباشر المكتب حالا الكشف عن عمليات الاقتراع. وتجرى عمليات الكشف علانية.

يفتح الصندوق بحضور الملاحظين و الممثلين أو نوابهم المنصوص عليهم بالفصل 55 من هذا المرسوم. وفي صورة تغيب بعضهم أو كلّهم يتمّ التنصيب على ذلك بمحضر عمليات الاقتراع المذكور بالفصل 55 من هذا المرسوم.

ويحصى ما بالصندوق من أوراق تصويت فإن كان عددها يفوق عدد الإمضاءات أو يقل عنها، فإنه يعاد الإحصاء مرّة أخرى، فإذا تأكد عدم التطابق بين عدد أوراق الاقتراع وعدد المقترعين. يقع التنصيب على ذلك بمحضر الجلسة. ويتم التحرى عن سبب عدم التطابق. ثم

بعد معاينة عدد أوراق التصويت يأذن الرئيس بالشروع في عمليات الفرز

تقوم الهيئة الفرعية للانتخابات بالتحقيق في أسباب عدم التطابق بين عدد أوراق الاقتراع وعدد المقترعين، وتعلم عند الاقتضاء النيابة العمومية بالأمر

يقع إعلام الهيئة العليا المستقلة للانتخابات بحالات عدم تطابق بين أوراق الاقتراع و عدد المقترعين

الفصل 63:

يباشر أعضاء مكتب الاقتراع وظيفة فرز الأصوات ويضاف لهم عند الاقتضاء فارزون إضافيون يعيّنهم رئيس المكتب من بين الناخبين الحاضرين وذلك للحصول على العدد الكافي من منضدات الكشف عن نتائج الانتخاب وفي كل منضدة يخرج أحد الفارزين ورقة التصويت ويسلمها مطوية إلى فارز آخر فيتلو مضمونها بصوت عال ويتولى فارزان آخران على الأقل تسجيل الأصوات التي يتحصل عليها مختلف القوائم ويسجلانها في آن واحد بأوراق الفرز المهيأة لهذا الغرض وعند انتهاء عمليات الكشف عن نتائج التصويت يسجل الفارزون بأوراق الفرز عدد الأصوات التي تحصلت عليها كل قائمة ثم يذيلونها بإمضاءاتهم ويسلمونها إلى رئيس المكتب مع أوراق التصويت

وإن حصل خلاف بين الفارزين الاثنين في شأن منح صوت إلى قائمة، فإن هذا الصوت لا يؤخذ بعين الاعتبار. وبعد الإمضاء بورقة التصويت وإعطائها عددا رتبيا تسلّم إلى المكتب ليبتّ فيها إثر انتهاء عملية الكشف ويحتسب عدد الأوراق البيضاء على حدة

الفصل 64:

تلغى:

- كل ورقة تصويت غير التي وضعها مكتب الاقتراع على ذمة الناخبين
- كل ورقة تصويت تحمل علامة أو تنصيصا يعرف بالناخب
- كل ورقة تصويت بها تعويض أو زيادة مترشح أو مترشحين

الفصل 65:

يضبط مكتب الاقتراع نتيجة الاقتراع بجمع النتائج التي احتوت عليها أوراق الكشف المحررة من قبل الفارزين، ويضيف المكتب إلى كل قائمة الأصوات التي يراها راجعة إليها بعد البتّ في الأوراق المشكوك فيها

الفصل 66:

تعيّن الهيئة العليا المستقلة للانتخابات قبل يوم الاقتراع مكثبا مركزيا بالنسبة إلى كل دائرة انتخابية ولا يمكن اختيار المكتب المركزي من ضمن مكاتب الجمع

ويمكن للهيئة العليا المستقلة للانتخابات أن تعيّن بقرار قبل يوم الاقتراع وبالنسبة إلى كل دائرة انتخابية مكتب جمع أو عدة مكاتب جمع كما تعيّن مكاتب التصويت التابعة لكل مكتب جمع. ولا يمكن اختيار مكاتب الجمع من بين مكاتب الاقتراع

وتقوم مكاتب الجمع بجمع نتائج الاقتراع الواردة عليها من مكاتب التصويت التابعة لها وبتحرير محضر يقع إمضاؤه من طرف كل أعضاء المكتب في ثلاثة نظائر بحضور ممثلين عن المترشحين أو نوابهم و الملاحظين

وتوكل إلى المكتب المركزي مهمة جمع نتائج الاقتراع الواردة عليه من مكاتب الجمع إن وقع تعيينها أو من كامل مكاتب الاقتراع التابعة للدائرة إن لم يقع تعيين مكاتب جمع. كما توكل إلى المكتب المركزي مهمة ترتيب القوائم وتحرير محضر في ثلاثة نظائر يقع إمضاؤه من طرف كل أعضاء المكتب بحضور ممثلين عن المترشحين أو نوابهم و الملاحظين

وتضبط تركيبة المكتب المركزي ومكاتب الجمع طبقا لأحكام الفصل 55 من هذا المرسوم وتجمع كافة وثائق الإثبات بسعي من رؤساء مكاتب الاقتراع أو من رئيس أو رؤساء مكاتب الجمع إن وقع تعيينها أو من رئيس المكتب المركزي وتودع لدى الهيئة العليا المستقلة للانتخابات

الفصل 67 :

يسجل بمحضر عمليات الاقتراع المحرّر في ثلاثة نظائر عدد الأصوات التي أحرزت عليها كل قائمة بمكتب الاقتراع والعدد النهائي للأصوات المصرّح بها مع بيان عدد الناخبين المرسمين بقائمة الناخبين. و ينصّ المحضر على عدد الأوراق البيضاء والأوراق الملغاة

التي لا تؤخذ بعين الاعتبار في نتائج الكشف. وتلحق هذه الأوراق بالمحضر مع بقية الأوراق الأخرى المتضمنة للأصوات المصرح بها. وتسلم كل هذه الوثائق حالاً إلى مكتب الجمع أو إلى المكتب المركزي إن لم يوجد مكتب جمع. وبعد الانتهاء من عملية الفرز يعلق في كل مكتب اقتراح محضر عمليات الاقتراع ممضي من طرف رئيس المكتب. كما تنشر النتائج التفصيلية للانتخابات على الموقع الإلكتروني للهيئة العليا المستقلة للانتخابات.

الفصل 68:

يمكن لكل قائمة أو لمرشح أو للملاحظين مراقبة جميع عمليات الفرز واحتساب الأصوات في جميع المحلات التي تجرى فيها هاته العمليات. كما لها أن تطالب بتضمين جميع الملاحظات والاحتجاجات والاعتراضات الخاصة بهذه العمليات إما قبل التصريح بنتيجة الاقتراع أو بعده وذلك بمحضر الجلسة.

الفصل 69:

تحمل المصاريف الناتجة عن الاقتراع على ميزانية الهيئة العليا المستقلة للانتخابات.

الباب الرابع الإعلان عن النتائج

الفصل 70:

تنتهت الهيئة المركزية للهيئة العليا المستقلة للانتخابات من احترام الفائزين للأحكام المتعلقة بتمويل الحملة الانتخابية، ويمكن أن تقرّر إلغاء نتائج الفائزين إذا تبين لها أنهم خالفوا هذه الأحكام. وفي هذه الحالة يقع إعادة احتساب النتائج دون الأخذ بعين الاعتبار القائمة التي ألغيت نتائجها.

الفصل 71:

تتولى الهيئة المركزية للهيئة العليا المستقلة للانتخابات الإعلان عن النتائج الأولية للانتخابات.

الفصل 72:

يمكن الطعن أمام الجلسة العامة للمحكمة الإدارية في النتائج الأولية للانتخابات، في أجل ثمان وأربعين ساعة من الإعلان عنها. وتبت المحكمة في أجل خمسة أيام من يوم تعهدها بها. ويكون قرارها باتاً ولا يقبل أي وجه من أوجه الطعن.

الفصل 73:

تصرّح الهيئة المركزية للهيئة العليا المستقلة للانتخابات بعد البت في جميع الطعون المتعلقة بالنتائج أو بعد انقضاء أجل الطعن إذا لم تقدّم أي طعون، بالنتائج النهائية للانتخابات، وذلك بقرار ينشر بالرائد الرسمي للجمهورية التونسية ويدرج بالموقع الإلكتروني للهيئة العليا المستقلة للانتخابات.

الباب الخامس

الجرائم الانتخابية

الفصل 74:

يعاقب بالسجن مدة ستة أشهر وبخطية قدرها ألف دينار

- كل شخص ينتحل اسماً أو صفة، أو يدلي بتصريحات أو شهادات مدلسة أو يخفي حالة حرمان نص عليها القانون، أو يتقدم للاقتراع بأكثر من مكتب
- كل من أفشى سراً يتعلق باختيار الناخب في نطاق الفصل 61 من هذا المرسوم

الفصل 75:

يعاقب بالسجن مدة شهر وبخطية قدرها ألف دينار كل مخالف لأحكام الفصل 38 من هذا المرسوم
يعاقب بالسجن مدة عام وبخطية قدرها ألفا دينار كل مخالف لأحكام الفصل 39 من هذا المرسوم

الفصل 76:

يعاقب بالسجن مدة خمسة أعوام وبخطية قدرها ثلاثة آلاف دينار كل من تعمد

1. إدراج اسم أو إخفائه في قوائم الناخبين مخالفة لأحكام القسم الثاني من الباب الأول من هذا المرسوم
2. اختلاس أو إتلاف قائمة الناخبين أو أوراق التصويت أو صندوق الاقتراع

3. بتدليس أو اختلاس أو إتلاف أو حجز محاضر الاقتراع
4. الاعتداء على حرية الاقتراع باستعمال العنف أو التهديد به أو الإرشاء المادي سواء سلط مباشرة على الناخب أو على أقاربه

الفصل 77:

لا يجوز لأي مترشح أن يتلقّى من جهة أجنبية إعانات مادية بصفة مباشرة أو غير مباشرة وكل مخالفة لهذه الأحكام ينجّر عنها

1. معاقبة المعني بالأمر بالسجن مدة عام وبخطية قدرها ألفا دينار
2. فقدان الألي، حال صدور الحكم بالإدانة، لصفة المترشح أو لصفة المُنتخب بعد الإعلان عن نتائج الاقتراع

ويسقط حقّ التتبع على أساس هذا الفصل بمضي سنتين من تاريخ التصريح بنتائج الانتخابات

الفصل 78:

كل محاولة لارتكاب الجرائم المنصوص عليها بالفصول 74 إلى 77 من هذا المرسوم موجبة للعقاب ولا تنطبق أحكام الفصل 53 من المجلة الجزائية على الجرائم المنصوص عليها بالفصول 74 إلى 77 من هذا المرسوم أو محاولة ارتكابها. ويمكن بالإضافة إلى ذلك أن يحرم مرتكب تلك الجرائم من ممارسة حقوقه السياسية مدة خمس سنوات ابتداء من صدور حكم بات ضده

الفصل 79:

في حالة خرق مقتضيات الفصول 44 و 45 و 46 من هذا المرسوم، تحيل الهيئة العليا المستقلة للانتخابات الملف على النيابة العمومية المختصة ترابيا للتنبيه على المخالف بالكفّ فورا عن الخروقات المذكورة، وفي صورة عدم الامتثال يحال المخالف تّوا على الدائرة الجنائية التي تصدر حكما بالخطية تتراوح بين ألف دينار وخمسة آلاف دينار

الفصل 80:

ينشر هذا المرسوم بالرائد الرسمي للجمهورية التونسية ويدخل حيز التنفيذ بداية من تاريخ نشره
تونس في 10 ماي 2011

رئيس الجمهورية المؤقت

فؤاد المبرع

عاد

Election Law

UNOFFICIAL TRANSLATION

Decree N°35 dated May 10, 2011 on the Election of the National Constituent Assembly

The Interim President of the Republic,

Taking note of the suggestion of the High Commission for the Realization of the Goals of the Revolution, Political Reforms and Democratic Transition,

Taking note of the Criminal Code, issued pursuant to the High Command decision dated October 1st, 1913 and amended and completed by the subsequent texts,

Taking note of the Code of Civil and Commercial Procedures, issued pursuant to Law N°130 dated October 5, 1959 and amended and completed by the subsequent texts,

Taking note of Law N°8 dated March 8, 1968 on the organization of the Revenue Court and amended and

completed by the subsequent texts,

Taking note of the Code of Criminal Procedures, issued according to Law N°23 dated July 24, 1968 and amended and completed by the subsequent texts,

Taking note of Law N°40 dated June 1st, 1972 on the Administrative Court and amended and completed by the subsequent texts,

Taking note of Decree N°6 dated February 18, 2011 on the creation of the High Commission for the Realization of the Goals of the Revolution, Political Reforms and Democratic Transition,

Taking note of Decree N°14 dated March 23rd, 2011 on the Temporary Organization of Public Authorities and notably Article 5 of the same,

Taking note of Decree N°27 dated April 18, 2011 on the creation of an Independent High Commission for Elections,

Following the deliberations of the Council of Ministers,

Decrees the following:

Preamble

In order to bring to an end the practice of the former regime that fed tyranny, the absence of the will of people, the illicit abduction of power and the falsification of the elections,

Following the principles of the revolution of the Tunisian people aimed at upholding democracy, freedom, equality, social justice, dignity, pluralism, human rights and rotation of power,

Based on the will of the Tunisian people to elect a National Constituent Assembly entrusted with the drafting of a new Constitution, and as the former Law did not guarantee democratic, pluralistic, transparent and impartial elections,

The parties have agreed to elect the National Constituent Assembly, pursuant to the following provisions:

Article 1:

The members of the National Constituent Assembly shall be elected on the basis of general, free, direct and secret elections pursuant to the principles of democracy, equality, pluralism, impartiality and transparency.

The Independent High Commission for Elections; created as per the aforementioned decree N°27 dated April 11, 2011, shall be entrusted with preparing the elections, supervising the same and monitoring the electoral process.

Section 1: The Voter

Part 1: Terms and Conditions for Voting

Article 2:

Shall be entitled to vote: all Tunisians, both men and women, who turned 18 before Election Day, enjoy their full civil and political rights and are not deprived from any electoral right indicated therein.

Article 3:

Article 3:

The voter shall exercise his/her right to vote using his identity card. The Independent High Commission for Elections shall establish the registration procedures for exercising the said right and ensure the publishing thereof.

Article 4:

Military personnel, civilians doing their military service and the Internal Security Forces (ISF) shall not exercise their right to vote, as indicated in Article 4 of Law N°70 dated August 6, 1982 on Establishing the Statute of the Internal Security Forces.

Article 5:

Shall be prevented from exercising their right to vote:

- Persons who are sentenced to more than 6 months of imprisonment for committing honour related felonies or misdemeanours and have not yet regained their civil and political rights.
- Persons held in custody.
- Persons whose assets were confiscated after January 14, 2011.

Part 2: Voter register

Article 6:

The voter register relevant to each municipality or district, in the absence of a municipality, shall be established under the supervision of the Independent High Commission for Elections based on the information produced in the National Identity database. Voters shall be distributed according to the address of residence indicated in the voluntary application for registration on the voter register as per the processes established by the Independent High Commission for Elections.

The Tunisian diplomatic or consular missions abroad shall establish the voter register pertaining to all registered Tunisians living abroad and review the same, pursuant to the terms and conditions stipulated in the decree and under the supervision of the Independent High Commission for Elections.

Article 7:

The voter register shall be delivered to the Subsidiary Commissions, municipalities, districts, sectors or Tunisian diplomatic or consular missions abroad. Each voter shall have the right to consult these lists 30 days at least before polling day.

The voter register shall be published on the website of the Independent High Commission for Elections.

Article 8:

The head of the Subsidiary Commission, the Mayor, the district commissioner, the head of the sector and the head of the diplomatic or consular mission shall post the voter register. The temporary lists shall contain the names of registered and crossed off voters.

The Independent High Commission for Elections shall announce the dates relevant to posting the lists, challenging the content thereof and the expiration of the same using the audiovisual and written media pursuant to the provisions of the present decree.

Article 9:

Registration on the voter register can be made after the elections are called for in the following cases:

- Military and ISF officers in the event that they are no longer in service at the expiry of the registration deadline.
- Persons who meet the legal age limit at the expiry of the registration deadline.
- Persons who are released from prison at the expiry of the registration deadline.
- Persons who were granted the right to register on the voter register.
- Tunisians residing abroad and who shall be present in Tunisia during the elections period.

Registration shall only take place if the concerned person presents, at least 10 days prior to Election Day, a written request for this purpose to the Subsidiary Commission for Elections along with the necessary supporting documents. The relevant application form shall be filled and a copy thereof shall be handed to the concerned person after verification of the voter's identity. The municipality or the sector shall inform the Independent High Commission for Elections of the same.

Article 10:

The Subsidiary Commissions are responsible for crossing off from the voter register:

- Voters who died and whose death certificate is issued.
- Civilians still performing their military duty.
- Persons who were proven to have lost their eligibility to vote.

The cross off shall be made following a written request submitted by the voter who wishes to register on another list though he/she needs to support his/her request for registering on another list.

Article 11:

The Independent High Commission for Elections shall bear the expenses relevant to preparing the voter register and publishing the amendments relevant thereto.

Part 3: Disputes Regarding Registration on the Voter Register

Article 12:

Disputes related to the voter register shall be submitted to the Subsidiary Commissions that are territorially competent and that shall decide on the matter within no more than 8 days as of the date of filing the objection request before the Commission.

The Subsidiary Commission affiliated to the diplomatic centre shall examine the objection request concerning the voter register and submitted to the scrutiny thereof.

Article 13:

The Subsidiary Commission shall receive the objection concerning the voter register within 7 days as of posting the latter, by means of a registered letter with acknowledgement of receipt. The objection shall contain either a request for the registration of a name or a request for the cross off of the same.

The date of reception of the registered letter with acknowledgement of receipt shall be considered the date of the objection.

Article 14:

The concerned parties and the public administration can appeal against the decisions of the Subsidiary Commission for Elections before the Court of First Instance that is territorially competent in its tripartite structure within 5 days as of the date of notifying the concerned persons with these decisions.

The Court of First Instance that is responsible for appeals shall examine the case according to the procedures listed in articles 43,46,47, 48 (last paragraph), 49 and 50 from the Code of Civil and Commercial Pleadings. The Court can authorize the immediate pleadings without any further procedures.

The Court of First Instance shall issue its decision within 5 days as of the date of filing the appeal. Its decision shall be deemed final.

It is possible to challenge the decision of the Subsidiary Commission for Elections affiliated with the diplomatic centre before the Central Commission of the Independent High Commission for Elections as per the procedures established by the Commission.

The aforementioned procedures shall be applicable irrespective of any other legal text stating otherwise.

All instruments and decisions related to the elections of the National Constituent Assembly shall be exempt from registration and stamp fees.

Section 2: Candidacy

Part 1: Terms and Conditions for Candidacy

Article 15:

Shall have the right to be member of the National Constituent Assembly, whoever:

- is a voter
- completed 23 years of age the day he/she presents his/her candidacy

Cannot stand for the elections:

- Whoever took office in the outgoing government of the former president except for those who were not part of the Constitutional Democratic Assembly and all those who were entrusted with a position within the Constitutional Democratic Assembly in the former president's government. The relevant positions shall be determined upon the suggestion of the High Commission for the Realization of the Goals of the Revolution, Political Reform and Democratic Transition.
- All those who implored the former president to run for a new presidential term in 2014. The High Commission for the Realization of the Goals of the Revolution, Political Reform and Democratic Transition shall set a list with the names of those persons.

Article 16:

Candidates shall file their candidacy applications on the basis of parity between men and women. Lists shall be established in such a way to alternate between men and women. Lists that do not follow this principle shall only be admitted when the number of seats, in the relevant constituency, is odd.

Article 17:

The persons below may not run as candidates for the elections of the National Constituent Assembly while still exercising their jobs and pending the end of their service:

- Heads of diplomatic and consular missions
- Governors

- Judges
- Deputy Heads of districts, Public Prosecutors in governorates, Heads of Districts and Sectors.

They may not submit their candidacy in any constituency that was formerly subject to their mandate.

Article 18:

It is inadmissible to combine membership of the National Constituent Assembly with a position at a foreign country or an intergovernmental international organization in return of a salary paid by the relevant foreign country or the organization.

Article 19:

It is inadmissible to combine membership of the National Constituent Assembly with a public non electoral job that is remunerated by the government, the local communities, the public institutions, the public enterprises or the companies having direct or indirect public shareholding.

It is inadmissible as well to combine membership of the National Constituent Assembly with a management position at public institutions or enterprises or companies with direct or indirect public shareholding.

Article 20:

All members of the National Constituent Assembly are prohibited from accepting, during his/her term, any position at any public institution or enterprise or any company referred to in Article 19 of the present decree.

Article 21:

It is prohibited to appoint a member of the National Constituent Assembly to represent the State or the local communities in public enterprises or public shareholding companies indicated in Article 19 of the present decree.

Article 22:

Members of the National Constituent Assembly shall not be authorized to use their status in promoting financial, industrial, commercial or professional projects.

In case of violation of the provisions of this article, the National Constituent Assembly can take the actions it deems necessary.

Article 23:

Any member of the National Constituent Assembly who did not meet the conditions set forth in articles 18 and 19 of the present decree, upon his/her election, shall be automatically released from his/her functions once the final election results are announced.

He/she shall not assume function especially if he/she occupied a function in the public sector. Such provisions do not apply to contractors.

Any member of the National Constituent Assembly, who during his/her term, is entrusted with the duties/posts referred to in articles 17 to 21 of the present decree or undertakes a duty that cannot be combined with his/her mandate, shall be *de facto* released from his/her function unless he/she voluntarily resigns. It is incumbent upon the National Constituent Assembly to announce the resignation or the compulsory release. In the event of vacancy at the National Constituent Assembly, the member shall be replaced by the next candidate on the same list.

Part 2: Submission of candidacy applications

Article 24:

The list that is running for elections in a given constituency shall submit a statement signed by all candidates and stating the following:

- the names of the candidates
- the voter register where the name of the candidates is registered

A copy of the candidate's ID shall be attached to the statement.

Article 25:

The lists of candidates shall be made written and in duplicate on regular paper and submitted to the competent Subsidiary Commission 45 days prior to Election Day. The process shall be recorded in a special register that is sealed and numbered and contains the name of the list as well as the date and time relevant to the submission thereof.

A copy shall be kept by the Subsidiary Commission and the applicant shall be delivered a temporary receipt. The final receipt shall be issued within the days that follow the delivery of the statement provided that the list is in accordance with the provisions of the present decree. When the final receipt is not delivered within the said period, the registration is believed to be implicitly rejected.

Article 26:

It is prohibited to use the same name for more than one electoral list and it is prohibited to have many lists for the same party in the same constituency.

It is required to have the number of candidates equal to the number of seats that is allocated to the concerned constituency.

Article 27:

It is prohibited to stand for elections in more than one list and more than one constituency.

Article 28:

Candidacies can be withdrawn within a maximum period of 48 hours prior to Election Day. The declaration of the withdrawal shall be registered according to the same procedures used for the declaration of candidacy. The head of the list, or one of its members if necessary, shall be immediately informed of any withdrawal from the list. It is possible to substitute the candidate who withdrew from the list by another candidate within a period not exceeding 24 hours from the moment the withdrawal was announced, pursuant to Article 16 of this decree.

Article 29:

The rejection of a list registration can be challenged before the Court of First Instance that is territorially competent within a maximum period of 4 days following the rejection. The Court shall issue its decision within a period of 5 days pursuant to the procedures stipulated in Article 14 of the present decree. The decision can be appealed within 48 hours before the Appeal Chambers at the Administrative Tribunal that shall settle the dispute within 4 days from the day the challenge is submitted, according to simplified procedures. Its decisions concerning this matter shall be deemed final.

Section 3: Voting

Article 30:

Voters shall be called for the elections by virtue of an ordinance issued at least 2 months prior to Election Day.

The elections shall be held in one single day and this day shall be a Sunday.

Part 1: The Voting

Article 31:

Pursuant to Article 33 of the present decree, the number of members at the National Constituent Assembly and the number of seats allocated to each constituency shall be established on the basis of one deputy for every 60.000 inhabitants.

An additional seat shall be assigned to the constituency when it is found after calculation of the number of seats to be allocated thereto, that the remaining number of inhabitants exceeds 30.000 inhabitants.

The National Constituent Assembly shall include members that represent the Tunisians living abroad, the representation thereof shall be established by ordinance.

Article 32:

The elections shall take place in one round and the seats shall be distributed among constituencies on the basis of a proportional representation, while taking into account the largest remainders.

Article 33:

The elections shall be done according to constituencies. Each governorate shall represent one or more constituencies but the number of seats allocated thereto, shall not exceed 10.

Two additional seats shall be allocated to the governorates counting less than 270.000 inhabitants.

An additional seat shall be allocated to the governorates counting between 270.000 and 500.000 inhabitants. Each list shall work on having its candidates from the different districts of the constituency. At least one of the members shall be aged less than 30.

Constituencies shall be divided as per the suggestion of the Independent High Commission for Elections after consulting with the High Commission for the Realization of the Goals of Revolution, Political Reforms and Democratic Transition.

Article 34:

The voter shall choose one of the candidate lists without crossing off candidates or changing the order thereof.

Article 35:

In the event that one list runs for the elections, it shall be declared a winner irrespective of the number of votes obtained thereby.

Article 36:

If more than one list runs for the elections in the same constituency, seats shall be divided according to the electoral quotient. This quotient shall be determined by dividing the number of valid votes over the number of seats allocated to the constituency.

The list shall be allocated a number of seats that is equal to the number of times during which it obtained the electoral quotient. The seats shall be allocated to the lists as per the order indicated therein upon submission of the candidacy.

If seats remain vacant after calculation of the quotient, they shall be distributed at a later stage on the basis of the highest remainders in the constituency. If the figures relevant to two lists or more are found equal, the youngest candidate shall be given priority.

Part 2: The Campaign

Article 37:

The campaign shall be subject to the following fundamental principles:

1. Impartiality of the administration, places of worship and the national media
2. Transparency of the campaign in terms of funding and the methods of disbursement of the allocated funds.
3. Equality between all candidates
4. Respect of the physical integrity and honour of both candidates and voters

Article 38:

Campaigning shall be prohibited in:

- Places of worship
- Places of work
- Academic institutions and universities

Any campaign that includes a call for hatred, fanaticism, segregation based on religion, class, region, tribalism, during the elections shall also be prohibited.

Article 39:

Public authorities shall not distribute the programs of candidates, the leaflets or ballot papers relevant thereto. Public tools and resources shall not be used in the campaign promotion of one or more candidate or lists.

Article 40:

The public electoral gatherings shall be free. However, the Subsidiary Commission shall be notified thereof in writing 24 hours earlier. The statement shall contain the names of the board members.

Article 41:

Every meeting shall have a board composed of at least two persons chosen by the candidate list. The bureau shall be entrusted with maintaining order and ensuring the smooth running of the meeting. The bureau can adjourn the meeting when such is deemed necessary and it can, when appropriate, request the help of the General Security Forces.

Article 42:

No electoral poster of any list shall display the flag or logo of the Republic of Tunisia.

Article 43:

Campaigning shall be prohibited after the end of the electoral campaign timeframe set forth in article 51 of this decree.

Article 44:

During the electoral campaign period, candidates shall be authorized to use the national media only. The Independent High Commission for Elections shall regulate the use of media according to the principles referred to in article 1 of this decree and shall take the necessary measures for this purpose.

Article 45:

The Independent High Commission for Elections shall work on removing all obstacles that violate the principle of freedom of access to media on the basis of non-discriminatory treatment of all the lists of candidates and on the basis of precise criteria for the respect of privacy, human dignity, rights of others, and public order.

The Independent High Commission for Elections shall set forth the campaigning programs technical standards and rules to be observed by public and private media and communication institutions.

Each private media institution shall prepare a program for the distribution of broadcasting shares and spaces allocated to the campaigners and shall submit it to the approval of the Independent High Commission for Elections.

Article 46:

The Independent High Commission for Elections shall specify the rules and procedures of the campaign, including the air time shares, the programs and spaces allocated to each list of candidates, in addition to the distribution and timing thereof in the various media, and this upon consultation with the different stakeholders and based on respecting the principles of pluralism, transparency, equality and equal opportunities.

Article 47:

The Independent High Commission for Elections shall monitor the observance of these rules and shall receive the appeals relating to their non-observance. It shall take, when necessary, the appropriate actions and measures to immediately end all violations before the end of the campaign. It is possible to appeal against the decisions of the Independent High Commission for Elections in this regard to the Appeal Chambers at the Administrative Tribunal that shall decide on the appeal pursuant to simplified procedures within 10 days from the date of the appeal submission. The decisions of the said Chambers shall be final.

Article 48:

The Independent High Commission for Elections shall undertake both automatic and appeal-based monitoring. The Commission can do all the research and investigations within the framework of respect of the rights of defence; however, it cannot be opposed under the pretext of professional secrecy. When appropriate, it can ask for the support of the judicial police mentioned in article 10 of the Code of Criminal Procedures.

The owners of media and communication networks establishers and operators shall provide the Commission with the necessary documents and data to perform the needed research and investigations.

Article 49:

Within the framework of its tasks, the Independent High Commission for Elections shall seek the assistance of observers selected on basis of their impartiality, independence, and qualifications. These shall be responsible for monitoring the documents and looking into all the irregularities in coordination with the National Commission for Media and Communication Reforms and the National Union of Tunisian Journalists. Those observers shall be trained when needed to ensure the good execution of their functions.

The observers assigned by the Commission shall be responsible for immediately providing the latter with all the documents and recordings that prove any occurring violations.

Article 50:

During the campaign period and under the supervision of the Independent High Commission for Elections, the municipalities, districts and sectors shall designate specific places and equal spaces for the advertisement material of each list of candidates.

The allocation of places for publications shall be determined pursuant to a draw.

It is prohibited to post any elections-related material outside the designated places and spaces or within those allocated to other lists.

The Subsidiary Commission for Elections shall monitor the observance of these provisions and may order the administrative authority to remove any display that violates them.

Article 51:

The campaign shall start 22 days before the Elections day.

The campaign shall in all cases end 24 hours before the Elections day.

Article 52:

Each party or list of candidates may open only one bank account for its electoral campaign. This account shall be subject to control by the Revenue Court. The Revenue Court reports on campaign finance shall be published in the Official Gazette of the Republic of Tunisia.

It is prohibited to fund electoral campaigns using any kind of foreign funds.

It is prohibited to fund campaigns using private assets.

Article 53:

Each list shall be allocated a “public support” grant for funding the campaign, calculated on the basis of an amount of money for each 1000 voters at the constituency level. 50% of the grants shall be equally distributed to all the lists before the beginning of the campaign and the remaining 50% during the campaign. The list that does not obtain a minimum of 3% of the valid votes at the level of the constituency shall return half of the grant amount.

The campaign expenditure ceiling and the public support grant disbursement procedures shall be determined by ordinance.

Part 3: Polling

Article 54:

The Independent High Commission for Elections shall appoint the list and the locations of polling stations for each municipality or district. These polling stations shall be announced to the electorate through ads posted in the premises of governorates, districts, sectors and municipalities, at least 7 days before the Elections Day. In municipalities where the number of voters equals or exceeds 7.000. the minimum number of voters per

polling station shall be 800.

No polling station shall be established in premises belonging to a political party, an association, or a non-governmental organization.

The Independent High Commission for Elections shall select from among the voters: a head of the polling station and two members at least as assistants. Candidates cannot be selected to work in the polling station panel.

Article 55:

Two members at least from the polling station panel shall be present at the polling station during the entire polling time.

Each candidate shall have the right to be present at the polling station during the entire polling time, and can appoint a representative or delegate to monitor the electoral process.

Members of the polling station shall not wear any badges that indicate any political affiliation. This prohibition does not apply to party agents and representatives. The head of the polling station shall ensure the observance of this regulation.

The Commission is entitled to appoint reporters and observers to observe the conduct of the elections.

The Independent High Commission for Elections shall be formally informed of the names of party agents or representatives and observers at least 3 days before the Elections day. The Independent High Commission for Elections shall issue a receipt of acknowledgment for this purpose.

The party agents and representatives are selected from among the registered voters.

The party agents and representatives may write their comments concerning the conduct of the electoral processes on a memorandum sheet that shall be necessarily attached to the minutes of the electoral process. The minutes shall contain the said comments in addition to the duration of the presence and absence of party agents and representatives in the polling station.

Article 56:

At the end of the polling process, each polling station head shall prepare the list of voters who voted.

The members of the polling station shall decide on all the disputes that have occurred during the voting process and shall mention them in the minutes.

Article 57:

The polling station head shall maintain order inside the polling station and is entitled to suspend the voting process whenever needed. He shall also be entitled to ask for assistance from the General Security Forces, if appropriate, and this of his own initiative or following a request from the party agents or representatives or observers.

The polling station head may ask any voter to leave the polling room if he/she deliberately causes confusion during the polling.

The voter shall leave the polling station right after voting. All discussions and negotiations shall be prohibited inside the polling station.

No voter is authorized to enter the polling room if he is carrying any kind of weaponry.

Article 58:

The election of the National Constituent Assembly shall be done through standard ballot papers printed by

The election of the National Constituent Assembly shall be done through standard ballot papers printed by the Independent High Commission for Elections.

The ballot papers shall be put in the polling stations on a table that is designed for this purpose.

While submitting its candidacy application, each list of candidates shall choose a symbol from among the symbols suggested by the Independent High Commission for Elections. The selection shall be run based on the precedence of submission of candidacy applications. A receipt shall be issued for acknowledgement. A party shall have the same symbol for all constituencies.

Article 59:

Every polling station shall have a ballot box.

Each box shall have only one opening from which the ballot can be cast.

The head of the polling station shall open the ballot box at the time set for starting the polling and shall verify that the box is empty in the presence of all the members of the polling station panel and all party agents or representatives and observers who are present. He then shall close the ballot box using two padlocks or locks, keep one of the keys, and give the other to the oldest member of the polling station panel.

Article 60:

The voter shall present his identity card when entering the polling room. His first name, family name, address, the number of his identity card, and its date of issue shall be verified.

He/she shall take one ballot paper from the ballot paper table and, without leaving the polling room, shall necessarily enter the polling booth to vote by marking an X in front of the list he/she chooses.

The voter then goes towards the panel and the head of the polling station shall verify that they carry only one ballot paper. The voter shall cast the ballot in the box.

Upon completion of the voting process, the voter shall sign on voters' checklist in front of his first name and family name.

The voter who enters the polling room before the scheduled end time for polling has the right to exercise their right to vote.

Article 61:

Illiterate voters or voters who clearly suffer from a disability that prevents them from performing the polling steps mentioned in article 60 above shall be authorized to assistance by a voter of their choice and who shall not be a candidate. One helping voter cannot assist more than one person.

Voting by proxy is prohibited.

Excess ballot papers shall not exceed 10% of the number of voters in one polling station.

Part 4: Sorting

Article 62:

Upon completion of the polling, the polling station panel shall immediately disclose the voting process outcome.

The disclosure procedures shall be public.

The ballot box shall be opened in the presence of the observers, the party agents and representatives mentioned in article 55 above. If any or all of them are absent, their absence shall be noted in the minutes of the polling procedures referred to in article 55 of this decree.

The ballot papers in the box shall be counted. If their number is higher or lower than the number of voters' signatures the ballots shall be counted again. If the number of ballot papers is still not equal to the number of voters, this shall be marked down in the polling station minutes and the causes of this mismatch shall be

investigated. After verifying the number of ballot papers, the head of the polling station shall signal the beginning of the ballot paper sorting process.

The Subsidiary Commission for Elections shall investigate the causes of the mismatches between the number of the ballot papers and the number of voters and, when appropriate, shall inform the Public Prosecutor of the case.

The Independent High Commission for Elections shall be informed of mismatches between the number of ballot papers and the number of voters.

Article 63:

The members of the polling station shall start sorting the ballot papers and, if needed, they may be assisted by other persons selected by the head of the polling station from among the present voters to have a sufficient number of desks working on the results of the election.

On each desk, one person shall take out the ballot paper, give it folded to another person who shall read it out loud. Two other persons at least shall mark the votes obtained by each list and, at the same time, mark the vote on the sorting sheets.

At the end of the results disclosure process, the persons in charge of sorting shall mark on the sorting sheet the number of votes obtained by each list, sign it and submit it to the head of the polling station along with the ballot papers.

In the event of dispute between the two persons in charge of sorting, on counting a vote for a given list, the vote shall be discarded. The disputed ballot paper shall be signed and numbered and given to the polling station panel that shall decide on it at the end of the disclosure.

Blank ballot papers shall be counted separately.

Article 64:

The following ballot papers shall be cancelled:

- Any ballot paper that is different from the ballot papers made available in the polling station.
- Any ballot paper that contains a mark or a text revealing the identity of the voter.
- Any ballot paper where names of candidates have been substituted or added.

Article 65:

The polling station panel shall determine the results by adding the figures on the sorting sheets prepared by the persons in charge of sorting. After deciding on the disputed ballots, the panel shall add them to the lists to which it deems they belong.

Article 66:

The Independent High Commission for Elections shall appoint before the polling day a central station for each electoral constituency. The central station shall not be appointed from among the calculation centres.

The Independent High Commission for Elections may issue a decision before the polling day appointing one or more calculation centres for each electoral constituency and specifying the polling stations covered by each calculation centre. A calculation centre shall not be appointed from among polling stations.

The calculation centre shall add up the results of polling stations that fall under its coverage and prepare the minutes in three copies to be signed by all its members in the presence of party agents or representatives and

observers.

The central station shall be responsible for collecting all the results coming from the calculation centres, if appointed, or from all the polling stations of the constituency, if no calculation centres were appointed. The central station shall also handle the lists and prepare the minutes in three copies to be signed by all its members in the presence of party agents or representatives and observers.

The central station and calculation centres shall be formed pursuant to the provisions of article 55 of the present decree.

The heads of polling stations, calculation centres, if appointed, and central stations shall collect all documents of evidence and submit them to the Independent High Commission for Elections.

Article 67:

The polling procedures minutes prepared in three copies in each polling station shall include: the number of votes obtained by each list, the final number of valid votes, and the number of voters registered on the voter register of the concerned polling station.

The minutes shall also include the number of blank ballot papers and cancelled ballots that shall not be counted. These ballot papers shall be added to the other ballot papers that contain the valid votes. All these documents shall be immediately submitted to the calculation centre or the central station if no calculation centre is appointed.

Upon completion of the ballot sorting, the polling procedures minutes shall be posted in each polling station by the head of the polling station.

The detailed results of the elections shall be also published on the website of the Independent High Commission for Elections.

Article 68:

Every list of candidates or their representatives and observers may attend the sorting and counting procedures where they take place. They may also ask to have their comments, objections, and complaints incorporated in the minutes before or after the announcement of the results.

Article 69:

The expenses resulting from the polling shall be added to the budget of the Independent High Commission for Elections.

Section 4: Announcing the results

Article 70:

The Central Commission of the Independent High Commission for Elections shall verify the compliance of winning candidates with the provisions relating to the campaign funding. It may cancel their results if they are proved to have violated these provisions. In this case, the results shall be reconsidered without taking into account the votes obtained by the list whose results were annulled.

Article 71:

The Central Commission of the Independent High Commission for Elections is responsible for announcing the preliminary results of the elections.

Article 72:

The preliminary results of the elections may be appealed before the General Assembly of the Administrative

Court within 48 hours following their announcement. The court shall render its decision within 5 days starting the date of the appeal. The decision of the court shall be final and cannot be challenged by any form of appeal.

Article 73:

The Central Commission of the Independent High Commission for Elections shall announce the final results of the elections after deciding on all the appeals related to the results or at the end of the appeal period if no appeals were filed. The announcement shall be made by virtue of a decision published in the Official Gazette of the Republic of Tunisia and posted on the website of the Independent High Commission for Elections.

Section 5: Elections crimes

Article 74:

Shall be sentenced to a six year imprisonment and a fine of 1000 Tunisian Dinar:

1. Any person who illegally adopts a name or status, makes false statements or testimonies, hides any of the conditions of ineligibility to vote mentioned in the present decree, or votes in more than one polling station.
2. Any person who discloses a secret relating to the choice of a voter in the framework of article 61 of this decree.

Article 75:

Shall be sentenced to one month imprisonment and a fine of 1000 Tunisian Dinar any person who violates the provisions of article 38 of this decree.

Shall be sentenced to one year imprisonment and a fine of 1000 Tunisian Dinar any person who violates the provisions of article 39 of this decree.

Article 76:

Shall be sentenced to five year imprisonment and a fine of 3000 Tunisian Dinar any person who willingly:

1. Adds or hides a name on the voter register in violation of the provisions of Part Two/Section One of this decree.
2. Misappropriates or destroys the voter register, the ballot papers, or the ballot box.
3. Falsifies, misappropriates, destroys or confiscates the polling procedures minutes.
4. Attacks the voting freedom by violent acts or threatening or financial corruption either against the voter directly or against the members of his family.

Article 77:

A candidate is not allowed to receive any direct or indirect financial support from a foreign party. Each violation of these provisions shall result in:

1. A sentence to a year imprisonment and a fine of 1000 Tunisian Dinar.
2. The automatic loss of the status of candidate or elected candidate- after the announcement of the polling results- once the verdict is pronounced,

The right to sue for the purposes of this article shall become invalid 2 years after the date of the elections

results announcement.

Article 78:

Any attempt to commit the offences set forth in articles 74 to 77 of this decree shall be punished. The provisions of article 53 of the Penal Code shall not apply to the offenses or attempts of offenses referred to in articles 74 to 77 of this decree. In addition, the offender may be deprived of his/her right to vote for a period of 5 years from the day he/she is sentenced.

Article 79:

In case of violation of the provisions of articles 44, 45 and 46 of this decree, the Independent High Commission for Elections shall refer the case to the Public Prosecutor who is territorially competent to warn the violator to immediately stop the mentioned violations. In case of no-compliance, the violator shall be immediately referred to the Criminal Prosecutor who shall inflict on him/her a fine ranging between 1000 and 5000 Tunisian Dinar.

Article 80:

The present decree shall be published in the Official Gazette of the Republic of Tunisia and shall enter into force starting from the date of its publication.

Tunis, May 10, 2011

**The Interim President of the Republic
Fouad Mebazaa**

[Return](#)